

Cours des 10 et 17 février 2015

La République de Weimar (1919 – 1934).

Pourquoi la première tentative de démocratie en Allemagne a-t-elle échoué ?

INTRODUCTION :

Brève vie et fin catastrophique de la « République démocratique d'Allemagne », plus connue sous le nom de « République de Weimar » :

15 ans : de l'abdication du Kaiser le 9 novembre 1918 et la promulgation de la Constitution de Weimar le 11 août 1919, à la déconstruction méthodique de la démocratie par les nazis dès la nomination légale d'Hitler comme chancelier fin janvier 33 et finalement la mort du président Hindenburg en août 1934, date à laquelle Hitler cumule les fonctions de Président et de Chancelier, se nommant « Reichsführer » et abolissant le peu qui restait de la Constitution de Weimar.

Dans les années 20, Berlin a en quelque sorte pris le relais de la Vienne de la « belle époque », c'est à Berlin que ça se passait : vote et émancipation des femmes, libération des mœurs (en particulier vis à vis des homosexuels) ; totale liberté d'expression, un véritable foisonnement culturel, une formidable créativité scientifique et artistique (théâtre, cinéma, littérature, musique (**Jazz : les créateurs du label Blue Note**), beaux-arts, architecture [**Bauhaus**], photographie [Robert Capa])... et pendant ce temps-là on se tirait dessus dans les rues, et la peste brune couvait. On connaît la suite.

Comment expliquer cet échec ?

Causes nombreuses et complexes : culturelles, historiques, politiques, économiques, sociales, voire même psychologiques. Je vais essayer d'en faire la généalogie.

PLAN :

1. Antécédents historiques et culturels :

- Avant 1914 (Luther, Prusse, Napoléon, 1848, Darwin, Nietzsche, Wagner, ésotérisme et pangermanisme).
- Pessimisme culturel et culture de guerre héritée des tranchées.
- Défaite militaire et construction de la fable du « coup de poignard dans le dos ».

2. Naissance dans la douleur :

- Divisions de la gauche et révolution de 1918
- « Diktat » de Versailles
- Institutions et principaux partis.

3. Histoire de la république de Weimar :

- ✘ De 1919 à la mi-1924 : des débuts mouvementés ; le ver est dans le fruit.
- ✘ De l'été 1924 à oct 1929 : relatif apaisement ; la démocratie semble s'enraciner.
- ✘ De fin 29 à août 1934 : la crise de 29 et ses conséquences dramatiques.

4. Éléments de psychologie sociale : les Allemands ont-ils « désiré Hitler »

- ✘ La société allemande face au nazisme : partis, élites, classes moyennes.
- ✘ Vanité d'un développement culturel-sociétal qui néglige les aspects sociaux-économiques.
- ✘ Efficacité de la propagande nazie et impuissance de la démocratie.

Conclusion :

La démocratie est-elle impuissante face à l'irrationnel et aux enjeux de la post-modernité ?

1. A – Avant 1914 : bref survol historique

Pourquoi la première tentative de démocratie en Allemagne a-t-elle échoué ?

Une partie de la réponse est dans la question : si c'est la première tentative, c'est qu'il n'y en a pas eu d'autre avant. ***Pas de tradition démocratique dans l'Allemagne vaincue de 1918.***

=> ***magnifique travail des Allemands après la fin de la 2ème guerre mondiale : pas seulement dénazification, ils ont réussi à faire entrer la démocratie dans leurs « chromosomes politiques ».***

Je ne vais pas remonter aux anciens Germains décrits par l'historien romain Tacite, dans le « De Germania » (98, sous Trajan). C'était la lecture favorite de Himmler, car les Germains non encore christianisés y étaient célébrés pour leur bravoure et leur amour de la liberté, comme un peuple uni autour de ses chefs qu'il élisait. Modèle de « démocratie germanique », qui n'avait pas grand'chose à voir avec nos démocraties libérales modernes.

Pour mémoire, c'est avec la christianisation que les souverainetés deviennent « de Droit divin », héréditaires et appropriées par une noblesse fondée sur la propriété foncière : Mérovingiens (édit de Clotaire II en 614), Carolingiens (Charlemagne et ses descendants, capitulaire de Quierzy en 877), puis Henri l'Oiseleur au début du Xe siècle qui unifie Francs et Saxons, et Otton Ier qui fonde en 955 le Saint Empire Romain Germanique (***le premier Reich => 1806***), qui n'avait rien d'une démocratie.

LUTHER

Je partirai du moment où l'idée de « nation allemande » a commencé à prendre corps, c'est à dire au début du XVIème siècle, essentiellement avec ***Martin Luther*** (1483 – 1546).

Luther était un moine augustinien. À ce titre, il militait pour l'avènement d'une « Cité terrestre » bâtie sur le modèle de la « Cité de Dieu » : hiérarchie, discipline, ordre moral. Les chrétiens, et en particulier le clergé, ne doivent plus être soumis à Rome, la grande Babylone corrompue, mais exclusivement ***à Dieu et au prince.***

Lorsqu'en 1524 éclata la « guerre des paysans », « le soulèvement de l'homme ordinaire » contre le servage, l'impôt et les corvées, il prit donc naturellement le parti des Princes.

De nombreux écrits en témoignent :

« ***Lettre aux princes de Saxe sur l'esprit séditieux*** » (1524),

« ***Contre les bandes pillardes et meurtrières des paysans*** » (1525) :

« (...) tous ceux qui le peuvent doivent assommer, égorger et passer au fil de l'épée, secrètement ou en public, en sachant qu'il n'est rien de plus venimeux, de plus nuisible, de plus diabolique qu'un rebelle (...). L'autorité doit foncer hardiment et frapper en toute bonne conscience, frapper aussi longtemps que la révolte aura un souffle de vie. (...) C'est pourquoi, chers seigneurs, poignardez, pourfendez, égorgez à qui mieux mieux. »

« ***Contre les prophètes célestes*** » (1525) :

« à nouveau, les hordes de paysans, en train de tuer et de piller, [...] il faut les pulvériser, les étrangler, les saigner, en secret et en public, dès qu'on le peut, comme on doit le faire avec des chiens fous ».

Et la fameuse formule : « ***Obéir est le devoir du citoyen*** » [Bürger = bourgeois, citoyen ?]

Cette attitude a laissé des traces profondes dans la mentalité allemande.

Mais il y a eu des résistances, comme le pasteur Niemöller :

« Lorsque les nazis sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Lorsqu'ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je n'ai rien dit, je n'étais pas social-démocrate. Lorsqu'ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste. Lorsqu'ils sont venus me chercher, il ne restait plus personne pour protester. »

SURVOL rapide des principaux « rendez-vous manqués » avec la démocratie.

- **La guerre de trente ans (1618-1648)** – Simplicissimus - et les traités de **Westphalie** qui y ont mis fin : affaiblissement du St Empire, non pas au profit d'un processus de démocratisation, mais au contraire en favorisant la création d'une mosaïque d'États princiers + ou – despotiques (365).

- **Prusse** (royaume formé en 1701 de la réunion des anciennes possessions teutoniques + Brandebourg, Magdebourg, Mecklembourg, duché de Clèves, puis Poméranie, Silésie, nord de la Pologne 1772).

Dynastie des Hohenzollern (1701-1918), (Frédéric II, monarque éclairé, ami de Voltaire) - **1888** Monarchie absolue, État autoritaire bâti sur l'alliance noblesse / armée / grands propriétaires terriens. Éthique protestante (Max Weber : frugalité et sens du devoir accompli en restant à sa place), et en même temps développement d'un énorme complexe d'infériorité (et donc une envie de revanche) vis à vis de la culture dominante en Europe, c.à.d. la France des Lumières.

- **La Révolution française** avait suscité un immense espoir en Allemagne, dans les milieux progressistes et parmi les intellectuels. **Ils avaient cru en Bonaparte, Napoléon les a déçus.** Citons Beethoven (**symphonie héroïque**), Goethe, Kleist (**Prince de Hombourg**), Hölderlin, Schelling, Hegel, Herder, **Fichte** (Discours à la nation allemande), etc.

Le 6 août 1806 **Napoléon** dissout le Saint Empire et crée la Confédération du Rhin, alliance militaire au sein de laquelle les principautés gardent leurs **régimes autoritaires**.

- ✗ volonté de Napoléon de structurer l'Allemagne sur le modèle français (départements) ;
- ✗ césarisme et népotisme (Napoléon « protecteur » de la Confédération, son frère Jérôme roi de Westphalie « troisième Allemagne » face à la Prusse et à l'Autriche, royaume créé artificiellement en 1807 après la bataille d'Eylau) ;
- ✗ violence de l'occupation militaire - « **Tyran colonisateur** » (**Kleist**).

La conquête napoléonienne a développé le sentiment national plutôt que le désir de démocratie, nationalisme allemand basé sur Blut / Boden / Sprache, bien différent du concept français de nation basé sur le partage de valeurs républicaines communes (« plébiscite de tous les jours » de Renan). **Sept 1814 - juin 1815 : Congrès de Vienne** (Metternich, Talleyrand) = le Saint Empire est divisé en deux : Empire autrichien des Habsbourg (Autriche-Hongrie) et Confédération germanique dominée par la Prusse. L'ensemble demeure féodal et autoritaire, aucun changement sur ce plan.

Dès lors, le XIX^{ème} siècle allemand est dominé par la question de l'unité nationale, de la construction d'un État indépendant, beaucoup plus que par la question démocratique – contrairement à la France.

Trois grandes étapes dans la construction d'un État allemand :

- **1834-71 : Le Zollverein** (union douanière), dominé par la Prusse, rassemble presque la totalité des États allemands. C'est une union purement commerciale : marché intérieur unique (zone de libre-échange) et fort protectionnisme vis à vis de l'extérieur. **Friedrich List**.

A largement préparé le terrain à l'unité politique de l'Allemagne.

A inspiré les « pères de l'Europe » (Monnet, etc.), qui n'est pas un modèle de démocratie....

- **1848** : « Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. »

Barricades dans tout l'Empire en mars, assemblée nationale allemande élue au suffrage universel le 18 mai (**parlement de Francfort**), divisée entre « Grossdeutschen » (Pangermanistes partisans de l'inclusion de l'Autriche dans une grande fédération germanique) et « Kleindeutschen » partisans d'une « petite Allemagne » sans l'Autriche, qui serait dirigée par la Prusse.

28 mars 1849 : vote d'une « Constitution allemande » (empereur héréditaire et deux assemblées élues dont une au suffrage universel). Les « Kleindeutschen », menés par le chancelier autrichien **Schwarzenberg**, s'y opposent et finissent par l'emporter. Cette constitution ne sera jamais appliquée car le parlement de Francfort est dissous deux semaines plus tard (14 avril).

La Confédération Germanique est rétablie et la Prusse est dotée d'une Constitution monarchique, avec une chambre haute (*Herrenhaus*) où siègent nobles et grands propriétaires terriens (*Junkers*) et une Chambre des députés élus au suffrage censitaire. **Classes laborieuses non représentées.** La Prusse reste un État militaire et policier, dominé par la noblesse foncière.

==> **Échec du « Printemps des peuples**, dû à la rivalité Prusse-Autriche (Gross- / Kleindeutschen).

- **Bismarck (1862-1890)** : construction de l'Unité allemande sous la coupe de la Prusse. Type même de l'aristocrate prussien, protestant autoritaire et cassant, « **le chancelier de fer** ». L'Allemagne devient une puissance industrielle de premier plan, essor démographique et économique ; **neutralité politique du citoyen en échange de sa prospérité et de sa sécurité.**

- ✗ 18 janvier 1871 : création du **premier État allemand** dans la galerie des Glaces du château de Versailles : **IIème Reich (1871-1918)**, Guillaume I et II. Monarchie constitutionnelle : le Roi de Prusse devient empereur héréditaire d'un État fédéral (25 États + Alsace-Lorraine), le Bundesrat représente les États fédérés, le Reichstag vote l'impôt et les lois ; il est élu au suffrage censitaire à 3 collèges, ce qui exclut de fait les représentants des travailleurs. Le chancelier (**Reichskanzler**) – ministre-président de Prusse – nommé et révoqué par l'empereur (**le Kaiser**) - mène la politique. **Régime hyper-présidentiel.**
- ✗ 1875 : création du SPD, combattu par Bismarck. Pour le couper de sa base, promulgation des lois sociales (1883-1889), très en avance notamment sur la France : assurances maladie, accidents de travail, vieillesse et invalidité. Augmentation des salaires et amélioration des conditions de travail, mais droits et protection sociale octroyés d'en haut, ne sont pas le résultat d'une délibération collective, d'un processus démocratique.

Le régime reste autoritaire, « casque à pointe », ordre et discipline. Pas de démocratie sociale.

Aucune des multiples tentatives de création d'un État allemand ne s'est faite sous la forme d'une exigence démocratique.

Pas de processus d'installation progressive de la démocratie, comparable avec ce qui s'est passé en France au XIXème siècle, et en particulier sous la IIIème République. (Rosanvallon)

On peut ajouter à cela un contexte culturel peu favorable à la démocratie :

- Une lecture biaisée de **Darwin** transpose la notion de lutte pour la vie à la société humaine.

« Darwinisme social » = la lutte des races plutôt que la lutte des classes, et affirmation du droit à la survie des seuls plus forts ; toute mesure en faveur des défavorisés, des plus faibles, fait obstacle à l'évolution de l'espèce. « **Rassenhygiene** », **eugénisme racial.**

- **Wagner**, sa conception du héros germanique (Siegfried), sa haine de la démocratie et des juifs, son amitié avec le raciste **Gobineau**. [Houston Chamberlain, Vacher de la Poughe, etc.]

- Y fait écho l'ambiguïté de certains textes de **Nietzsche**, où l'affirmation du « surhomme » peut prêter à confusion... Sa sœur, Elisabeth Förster-Nietzsche, mariée à un proche d'Hitler et exécutrice testamentaire, a contribué à ces contre-sens. **Nietzsche n'était pas un défenseur de la démocratie...**

- Cercles pangermanistes militant pour un « grand Reich allemand » et combattant tout ce qui n'est pas allemand, c.à.d. la démocratie, le libéralisme, le capitalisme aussi bien que le marxisme.

- Innombrables « sociétés secrètes », refusant toute rationalité et tournées vers l'ésotérisme et l'occultisme, pratiquant les rites païens d'une prétendue race nordique supérieure : Ordre du nouveau temple, Société pour l'hygiène de la race, Neugermania, Varuna, Eden, Germanenorden, Heimland, Ostara, etc. La plus connue est la société de **Thulé** (j'y reviendrai).

Certains psychanalystes, férus de spiritualités exotiques, d'occultisme et d'alchimie, iront jusqu'à fantasmer l'existence d'un « inconscient collectif aryen » qui serait supérieur à celui des Juifs...

K. G. Jung : « **L'inconscient aryen a un potentiel plus important que celui des juifs** » in « *Différences indéniables dans la psychologie des nations et des races* » + voir « Wotan » 1936.

1. B – Pessimisme culturel et culture de guerre

Tout cela mis ensemble forme une pensée anti-démocratique, un profond pessimisme culturel, que la 1ère guerre mondiale pousse à son paroxysme.

« **Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles** » P. Valéry, 1919
Que vaut cette civilisation qui a produit la grande et absurde boucherie de 14-18 ?

On ne peut comprendre cette période – et l'échec de la démocratie de Weimar – que dans le cadre de la perte des valeurs humanistes et de l'effondrement des promesses des Lumières qui caractérise l'après première guerre mondiale. *Ambiance de « fin d'un monde ».*

La démocratie apparaît comme le régime des faibles.

Cf. **la pitié** qui sous-tend la « passion pour l'égalité » du Vicomte de Tocqueville.

Oswald Spengler résumera cet état d'esprit dans « Le Déclin de l'Occident » (1918-1922) :

« *L'homme est un carnassier. Tous les parangons de vertu qui veulent échapper à ce constat ne sont que des fauves aux dents cassées. La vie dans le danger, la vraie vie de l'histoire, retrouve ses droits, la barbarie originelle se réveille dans un sentiment universel nordique, que l'atrocité du destin humain emplît de joie.* »

Ceux que les nazis qualifieront d'« **art dégénéré** » ont tous dénoncé ce malaise :

Peinture : **Dada, Otto Dix, Max Beckmann, Georg Grosz, expressionnisme**

Littérature : **Joseph Roth, Stefan Zweig, Karl Kraus** « *Les derniers jours de l'humanité* », **Robert Musil**

Bertold Brecht : « L'homme n'est né ni bon, ni méchant ; il est né affamé (...) Tout m'intéresse, du moment que je peux le bouffer. » 1ère version de Baal -1918.

Culture de guerre :

Annette Becker et Stéphane Audouin-Rouzeau, rejoignant le point de vue de l'historien américain George Mossé (« **brutalisation** » ≠ Norbert Elias), ont parlé d'une « **culture de guerre** ».

Tous ceux qui avaient trouvé dans la camaraderie des tranchées une sorte de deuxième famille, de communauté affective dans la proximité de la mort, se retrouvent perdus une fois démobilisés et forment une génération de traumatisés.

D'où la prolifération d'associations d'anciens combattants (**Freikorps** – ou Corps francs, milices formées à l'initiative d'anciens officiers démobilisés, marquées politiquement à droite et utilisées dans la lutte contre les révolutionnaires, puis dans les putschs contre la démocratie -, **Stahlhelm**, futures recrues des organisations nationalistes et en particulier des SA).

D'où aussi de nombreuses « complicités » entre armée officielle (**Reichswehr**) et organisations paramilitaires (futurs SA). Des cellules nazis se sont constituées au sein de l'armée, certaines unités ont reçu l'ordre de ne pas tirer sur les nationaux-socialistes en cas de coup de force.

Culture de la violence qui explique les nombreuses émeutes meurtrières et les assassinats politiques (**35.600 entre 1919 et 1922**) qui ont émaillé la courte vie de la République de Weimar.

- ➔ Voir « Capitaine Conan » de Bertrand Tavernier, « Ceux de 14 » (FR3), BD de Tardi, etc.
- ➔ Voir toute une littérature de guerre, Ernst Jünger, Erich Maria Remarque – mais aussi en France Dorgelès, Barbusse, Barrès, Georges Sorel, Céline.
- ➔ Souvenirs du front, prisonniers de guerre, décimations => **anti-bolchévisme viscéral**

Une question pour conclure ce trop rapide évocation de l'Allemagne d'avant 18 :

Pourquoi le nazisme l'a-t-il emporté en Allemagne, alors qu'en France les ligues ont lamentablement échoué le 6 février 1934, et du moins jusqu'à l'Occupation ? **Croix de Feu**, **Action française**, etc. Ici le Front populaire, pendant qu'Hitler triomphait à Nuremberg...

La démocratie n'a sombré dans la dictature après la 1ère guerre mondiale que là où l'existence préalable d'États autoritaires monarchiques avait anesthésié les esprits : Italie, Espagne, Russie et évidemment Allemagne.

La démocratie est un processus de long terme, qui a besoin d'un terreau social et culturel favorable ==> condition nécessaire, mais pas suffisante. PRINTEMPS ARABES ?

1. C – Fin de la 1ère guerre mondiale

Je partirai de la révolution d'octobre 17 en Russie. Lénine avait annoncé son programme dans ses « thèses d'avril » : la paix, la terre et tout le pouvoir aux soviets.

Les services secrets allemands avaient organisé son passage de Suisse en Russie (**wagon plombé**), comptant sur la fin de la guerre à l'est pour ramener leurs troupes sur le front de l'ouest.

Dès décembre 17, armistice Russie-Allemagne, puis traités de Brest-Litovsk (paix avec l'Ukraine le 9 février 1918 et avec la Russie le 3 mars 1918).

Depuis le début 17, le Reich était en fait dirigé par l'état-major, **Erich Ludendorff et Paul von Hindenburg** (« Dioscures » que nous retrouverons parmi les pires adversaires de la République de Weimar).

Se sentant vainqueurs à l'est, ils lancent aussitôt une grande offensive en Champagne, Picardie et Flandre. Mais les troupes venant du front de l'est sont fatiguées et démoralisées et les déserteurs sont de + en + nombreux. Les États-Unis sont entrés en guerre depuis le 6 avril 17 (suite en particulier à la « guerre sous-marine à outrance » déclarée par l'état-major allemand en février 17). Les troupes américaines sont nombreuses et fraîches, équipées de chars ; l'ensemble des armées alliées sont réorganisées et placées sous le commandement de Foch, nommé généralissime. Échec total de l'offensive allemande. Les lignes allemandes (« ligne Hindenburg ») sont enfoncées (défaite d'Albert en août 18), les fronts macédonien et bulgare craquent en septembre, la défaite militaire est inéluctable, alors que le territoire national et l'appareil industriel sont encore relativement intacts.

Conscients de la situation, Hindenburg et Ludendorff exigent dès le 1er octobre 18 la formation d'un gouvernement qui soit en mesure de conclure rapidement un armistice dans des conditions honorables, tant que la troupe tient encore un peu.

Lettre de Hindenburg du 3 octobre : « Dans ces conditions, le grand État-major propose de cesser le combat, afin d'éviter des victimes inutiles au peuple allemand et à ses alliés. Chaque journée perdue coûte la vie à des milliers de braves soldats. »

Le Kaiser nomme le jour même un nouveau chancelier (Bethmann-Hollweg, Michaelis), le prince Max de Bade, personnalité consensuelle, qui forme un gouvernement de coalition chargé de demander l'armistice. Les sociaux-démocrates Friedrich Ebert et Philip Scheidemann acceptent d'y participer « pour ne pas abandonner la patrie en danger ».

Le 16 octobre, le président des États-Unis, Woodrow Wilson, fait connaître ses conditions :

- ✗ évacuation immédiate des territoires occupés par l'armée allemande
- ✗ arrêt de la guerre sous-marine à outrance
- ✗ garanties satisfaisantes concernant la pérennité de la domination militaire des alliés
- ✗ abolition du pouvoir impérial.

Le 23 octobre, malgré une modification tardive de la Constitution qui donne au parlement le pouvoir de conclure la paix, ultimatum de Wilson qui exige le départ du Kaiser :

« Certain que la paix du Monde dépend aujourd'hui de paroles et de négociations honnêtes, le Président considère comme son devoir d'affirmer que les peuples du Monde ne peuvent accorder aucune confiance à la parole de ceux qui ont dirigé jusqu'à présent la politique allemande, et de répéter que les États-Unis ne peuvent conclure de paix qu'avec les véritables représentants du peuple allemand... Si les États-Unis devaient négocier aujourd'hui ou dans l'avenir avec les chefs militaires et les autocrates monarchistes, ils exigeraient une reddition sans conditions. »

Certains (Rathenau) proposent une « levée en masse » sur le modèle de Carnot en 92 (« la Patrie est en danger »). Ludendorff refuse, craignant que le peuple en armes ne soit incontrôlable.

Ludendorff et Hindenburg rejettent l'ultimatum de Wilson.

Alors que le front craque partout, ils exigent du gouvernement la rupture des négociations de paix et qu'il lance un appel au peuple à combattre « jusqu'au dernier homme ».

Ils prétendent disposer d'un renfort de 600.000 hommes. ***C'est évidemment un coup de bluff.***

Ça aurait pu marcher car la majorité des Allemands croyaient encore à la victoire et l'opinion publique n'avait absolument pas été préparée à la défaite : encore en septembre des affiches largement diffusées proclamaient que « la victoire finale est proche »...

Le gouvernement refuse, met fin à la guerre sous-marine (26 octobre) et démet Ludendorff du Commandement suprême de l'armée.

Mais la manoeuvre de Ludendorff et Hindenburg avait un objectif politique : leur permettre d'échapper à l'obligation de signer un armistice honteux. Ils seront absents le 11 novembre.

La première guerre mondiale se termine par une lourde défaite militaire, que l'État-major a cherché à faire passer pour une défaite politique imputable au gouvernement – et particulièrement aux sociaux-démocrates.

Ainsi naît la fable du « coup de poignard dans le dos », s'appuyant sur le sentiment des combattants d'avoir été trahis par « ceux de l'arrière qui se la coulaient douce », pendant qu'ils souffraient et mouraient dans les tranchées.

Cette fable sera abondamment utilisée par les adversaires de la République : « On aurait pu continuer la guerre et négocier en position de force, les démocrates ont trahi le peuple. »

Beaucoup d'Allemands y ont cru, d'autant plus que la guerre s'était déroulée essentiellement hors d'Allemagne ; ***pas de villes détruites comme en 45*** (début de l'aviation).

Après quelques tergiversations, Guillaume II quitte Berlin pour Spa (29 octobre) ;

le 7 novembre les sociaux-démocrates lancent un ultimatum au chancelier Max de Bade, exigeant l'abdication du Kaiser et du Kronprinz ;

le 9 novembre à 11h du matin, Max de Bade annonce l'abdication du Kaiser (qui s'enfuit en Hollande où il mourra en 1941) et refuse la régence.

Les deux fondements de l'État autoritaire prussien – le militarisme et le pouvoir personnel – s'effondrent, et la révolution a déjà éclaté dans une grande partie de l'Allemagne.

J'évoquerai dans ma deuxième partie les circonstances particulièrement difficiles dans lesquelles est née la première démocratie allemande :

- Divisions de la gauche et révolution de novembre - décembre 1918
- Traité de Versailles
- Institutions et principaux partis.

2. A – Divisions de la gauche et révolution de novembre 1918

Les démocrates (centristes et SPD) sont donc attaqués sur leur droite par les monarchistes et les nationalistes qui leur font endosser la responsabilité de la défaite et les accusent d'avoir « trahi » le peuple allemand (coup de poignard dans le dos).

Ils sont tout aussi violemment attaqués sur leur gauche, par ceux qui les accusent d'avoir « trahi la Révolution » et sont eux aussi prêts au coup de force pour abattre la démocratie.

Je reviens quelques années en arrière :

Le Sozialistische Partei Deutschlands (SPD) a été fondé en 1875 par **August Bebel et Wilhelm Liebknecht**, autour du « programme de Gotha », objet de la célèbre « Critique du programme du parti ouvrier allemand » de Marx. Issu de la réunion du parti social-démocrate fondé en 1869, conseiller et marxiste, et des Lassalliens [**Ferdinand Lassalle**, fondateur en 1863 de l'Association générale des travailleurs allemands (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein* – ADAV), réformiste.] Dès le début donc, division entre « Réformistes » méfiants vis à vis du marxisme (Eduard Bernstein), et « Révolutionnaires » (Rosa Luxemburg / Karl Kautsky). [cf. SFIO]

- Novembre 1912 : à Bâle « Congrès de la paix » de l'Internationale ouvrière dans le contexte de la guerre des Balkans et fameux discours de Jaurès. Appel général à la paix, mais pas de stratégie précise quant aux moyens à utiliser pour empêcher une guerre éventuelle. Rosa Luxemburg (avec l'aide de Lénine) fait adopter une résolution stipulant qu'en cas de conflit, le devoir de la classe ouvrière est de se soulever, d'empêcher la guerre et de hâter la fin du capitalisme.

- Août 14 : début de la Guerre. À la vieille division entre réformistes et révolutionnaires s'ajoute alors celle entre ceux – majoritaires – qui se sont laissés bernés par les politiciens et les diplomates au service des marchands de canons, qui votent les crédits de guerre et rallient les « Unions Sacrées », et ceux qui s'y refusent et appellent à la grève générale. **En France, qu'aurait fait Jaurès ?** Ces divisions laisseront des traces profondes, encore sensibles aujourd'hui.

- Les Conférences socialistes internationales de Zimmerwald (1915), Kiental (1916) et Stockholm (sept 1917) renouvellent de vaines incantations à la paix qui n'ébranlent pas les Unions sacrées, malgré les appels à la grève générale internationale de Rosa Luxemburg.

Quelques mots sur Rosa Luxemburg (1870-1919) : voir Hannah Arendt in « Vies politiques » 1974 (Martin Heidegger, Karl Jaspers, Walter Benjamin, Bertold Brecht, Rosa Luxemburg et Jean XXIII)

Pour Rosa Luxemburg, à l'inverse de Lénine et de son avant-gardisme (voir « Que faire ? ») dont elle prédit les dérives autoritaires, le parti doit se limiter à un rôle d'éclaircissement du prolétariat et, le grand jour venu, la distinction entre dirigeants et dirigés n'aura plus lieu d'être. Elle dénonce également l'emprise de la bureaucratie syndicale, rongée par le réformisme.

À la suite d'un discours appelant les ouvriers allemands à ne pas prendre les armes contre des ouvriers d'autres nationalités (septembre 1913, Francfort-sur-le-Main), elle est condamnée en 1915 à quelques mois de prison pour « incitation publique à la désobéissance ».

Entre temps, elle forme avec plusieurs militants, dont Karl Liebknecht et Clara Zetkin, le noyau de la *Ligue spartakiste* : leur appel contre le vote des crédits de guerre, lancé à plus de trois cents dirigeants socialistes, reste sans réponse. Journal « Die rote Fahne » (Le Drapeau rouge).

Libérée en février 1916, elle reprend aussitôt ses activités publiques. Le 1er mai, lors d'une manifestation spartakiste elle défile aux côtés de Karl Liebknecht, qui, en uniforme de soldat, lance le slogan : « À bas la guerre ! À bas le gouvernement ! ». Immédiatement arrêté, il est condamné à quatre ans de prison ; Rosa Luxemburg est placée en détention administrative (mai 1916 à nov 18).

En janvier 1917, alors que les mutineries se multiplient, les socialistes opposés à la guerre sont exclus du SPD ; en avril, ils constituent le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD), dont la Ligue spartakiste est le courant d'extrême-gauche.

En janvier 1918, se déclenche à Berlin une grève générale des ouvriers allemands pour « la conclusion rapide d'une paix sans annexion », pour la levée de l'état de siège (en place depuis le début de la guerre), pour la libération des prisonniers politiques, et pour la **démocratisation des institutions**. La grève s'étend en l'espace de quelques jours à de nombreuses villes allemandes.

Il faudra attendre octobre et l'imminence de la défaite pour obtenir une démocratisation timide de la constitution, et la situation devient rapidement insurrectionnelle :

- le 29 octobre, les marins des navires de guerre de la base de Kiel refusent de « mourir pour rien » dans une inutile bataille navale contre la marine anglaise. Ils se mutinent, s'emparent de Kiel le 4 novembre. Le mouvement s'étend à Lübeck, Brême, Hambourg, Hanovre, Cologne ; des Conseils ouvriers (soviets) se constituent à Stuttgart et à Munich.

- le 8 novembre, la « République socialiste de Bavière » est proclamée ; en Saxe, Dresde et Leipzig se soulèvent. Le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg.

- le 9 novembre, le mouvement gagne Berlin : des colonnes d'ouvriers marchent sur le centre de la capitale et occupent des bâtiments publics ; les soldats présents dans la ville fraternisent avec les insurgés. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sortent de prison et regagnent Berlin.

Partout se forment des Conseils d'ouvriers et de soldats.

- Ce même 9 novembre, alors que l'abdication du Guillaume II vient d'être annoncée, Max de Bade nomme le social-démocrate Friedrich Ebert chancelier « pour sauver le Reich du bolchevisme », et crée un « Conseil des Commissaires du peuple », sorte de gouvernement provisoire qui restera en place jusqu'en février 1919.

Vers deux heures de l'après-midi, Philip Scheidemann, comprenant la nécessité de prendre la tête de la révolution pour ne pas être débordé par elle, prononce à la fenêtre du Reichstag une allocution au cours de laquelle il proclame la « République allemande » ; deux heures plus tard, Karl Liebknecht hisse le drapeau rouge au balcon du château royal de Berlin et proclame la « République **socialiste libre** d'Allemagne ».

On a donc deux gouvernements provisoires rivaux, tous deux socialistes :

- le « Conseil des Commissaires du peuple », gouvernement « officiel » créé le 9 nov. 1918 par Max de Bade. Il souhaite assurer une transition démocratique par l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel. Il est dominé par **le SPD** majoritaire, toujours officiellement marxiste mais de tendance réformiste, avec Friedrich Ebert et Philip Scheidemann.

Scheidemann : « *Mon parti veillera à ce que l'Allemagne soit à l'abri du bolchevisme.* »

Ebert : « *Je ne veux pas de la révolution, je la hais à l'égal du péché* ».

- les « Conseils d'ouvriers et de soldats », soutenus par les radicaux de **l'USPD**, c.à.d. les socialistes qui avaient refusé de voter les crédits de guerre, et surtout par **les Spartakistes** qui appellent à l'instauration d'une « République des conseils » (**soviets**). Ils préconisent l'extension de la révolution à toute l'Europe avec l'aide de la Russie bolchevique ; ils rejettent toute idée de Constituante élue au suffrage universel et de constitution « bourgeoise ». Ils se diviseront sur ce point dès le mois de décembre.

Ce programme était-il trop radical pour les ouvriers allemands, attachés à des valeurs « bourgeoises » comme la propriété, le nationalisme ou la religion ?

« **Où est passé le prolétariat allemand ?** » *se demandait Rosa Luxemburg en 1918.*

Le gouvernement Ebert **signe aussitôt l'armistice** et prend rapidement des mesures populaires : abolition de l'état de siège, liberté d'association et de réunion, amnistie des délits politiques, et annonce de l'élection d'une constituante au suffrage universel incluant les femmes...

Le 15 novembre, les dirigeants syndicaux liés à la social-démocratie concluent avec les patrons de la grande industrie une convention accordant aux ouvriers la journée de 8 heures et la reconnaissance des syndicats comme représentants des salariés => **désamorcer la révolution**.

Ebert refuse les offres de blé de Lénine et demande des vivres aux États-Unis, donnant l'assurance qu'aucun bouleversement révolutionnaire n'aura lieu en Allemagne. Il reçoit en outre une offre de Hindenburg, qui lui promet l'appui de l'armée contre les spartakistes. L'état-major commence aussitôt à recruter parmi les unités en cours de démobilisation des **Corps francs** (Freikorps) composés d'officiers et de soldats jugés sûrs. Les escarmouches se multiplient à Berlin :

- le 6 décembre 1918 des troupes gouvernementales occupent la rédaction de *Die Rote Fahne*, une manifestation spartakiste est dispersée à coups de mitrailleuse : treize morts et trente blessés.
- une division de 3.000 marins venue de Kiel, la *Volksmarineteilung* (« Division populaire de marine »), s'empare du palais de la chancellerie ; de violents combats ont ensuite lieu entre marins mutinés et troupes régulières ; 68 personnes sont blessées ou tuées parmi les marins (affaire dite des *Weihnachtskämpfe* (« combats de Noël »)).

Le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats, auquel Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ne sont pas autorisés à siéger, se divise alors (16 déc) sur la question démocratique : une majorité issue de l'USPD se prononce pour l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante et les spartakistes, opposés à une démocratie « bourgeoise », sont mis en minorité. Le 30 décembre, ils quittent l'USPD et forment le Parti communiste d'Allemagne (KPD).

Rosa Luxemburg aurait préféré garder le nom de « spartakiste », craignant la « bolchevisation » du parti, selon l'expression d'**Hannah Arendt** (« Vies politiques »), mais elle est mise en minorité. Elle fait malgré tout adopter dans le programme du parti le refus de toute pratique terroriste et appelle les communistes à participer à l'élection de l'assemblée constituante ; la majorité du nouveau parti se prononce pour le boycott de ces élections.

Karl Liebknecht croit à la possibilité d'un soulèvement qui renverserait le gouvernement et l'agitation politique dans les milieux ouvriers tourne à l'affrontement ouvert.

Dans la nuit du 5 au 6 janvier, le KPD décide de déclencher l'insurrection.

Rosa Luxemburg juge le mouvement prématuré mais choisit de le soutenir par loyauté.

Le soulèvement, spontané mais sans plan, direction ni organisation, échoue totalement.

Le ministre SPD **Gustav Noske**, surnommé **Bluthund** (chien sanguinaire), confie la répression aux Corps francs, c.à.d. aux pires adversaires de la démocratie. Ils écrasent l'insurrection avec une grande brutalité, tuant les spartakistes qui se présentent porteurs d'un drapeau blanc. Bientôt, tout Berlin est occupé par l'armée.

On a parlé de « semaine sanglante » (6 au 13 janvier 1919), en référence à la Commune de Paris.

Rosa Luxemburg fait paraître le 14 janvier 1919 son dernier article, intitulé *L'Ordre règne à Berlin : « Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante ... sur les 300 spartakistes du Vorwärts (journal du SPD) »*.

Le lendemain, elle est arrêtée et conduite à l'hôtel Eden qui sert de quartier-général aux troupes chargées de la répression. Des militaires la font ensuite sortir de l'hôtel pour l'escorter en prison, la frappent à coups de crosse et l'achèvent d'une balle dans la tête. Son cadavre est jeté dans un canal. Karl Liebknecht est lui aussi tué par l'escorte qui l'emmenait en prison.

Un communiqué affirme que Rosa Luxemburg a été tuée par une foule de citoyens en colère.

Ses assassins ne seront jamais poursuivis.

Elle laisse une œuvre dense, en particulier « L'accumulation du Capital » (1913) et « Introduction à l'Économie politique » (posthume).

À propos de la démocratie :

*"La tâche historique qui incombe au prolétariat, une fois au pouvoir, c'est de créer, à la place de la démocratie bourgeoise, la démocratie socialiste, et non pas de supprimer toute démocratie (...)
La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement."* *La Révolution russe - 1918*

Mais la révolution n'est pas terminée pour autant : le gouvernement doit affronter un vaste mouvement de grèves, amorcé dans la Ruhr dès décembre 1918 et qui s'étend en février à l'Allemagne centrale. Les ouvriers exigent contrôle et propriété collective de leurs usines. Le gouvernement promet la création de comités d'entreprises et la socialisation des consortiums de charbon et de potasse, mais finit par envoyer la troupe.

Le 9 mars, Noske, qui avait organisé la répression à Berlin en janvier et est désormais ministre SPD de la Reichswehr, donne la consigne d'abattre sur-le-champ toute personne prise les armes à la main en train de combattre les troupes gouvernementales. Les affrontements font près d'un millier de morts et les promesses de « socialisation » du gouvernement ne touchent pas au statut de la propriété privée des entreprises.

En revanche la création des comités d'entreprises (loi de 1920) aura des effets bien plus profonds et contribuera au progrès de la démocratie économique en Allemagne (future co-gestion).

Un mot sur la « République des Conseils de Bavière », dernier épisode de la Révolution :

Après la chute de la monarchie Wittelsbach en novembre 18, des armes sont distribuées aux conseils d'ouvriers et de soldats. Le 7 avril 1919, ils proclament la « République des Conseils de Bavière », la dissolution du Landtag et la déchéance du gouvernement. Une « armée rouge » bavaroise est formée, avec le soutien des communistes qui chassent du pouvoir les « anarchistes », avec les encouragements de Lénine. Le 23 avril, l'armée régulière, épaulée par les Corps francs, donne l'assaut sur Munich, pour « sauver la Bavière du bolchevisme » (Noske). Le 3 mai, la République des Conseils de Bavière est écrasée, après des combats ayant fait 606 morts.

Pendant ce temps, le sort de l'Allemagne (et de l'Europe) se décide à la conférence de Paris (18 janvier au 28 juin 1919), qui prépare le traité de Versailles ; et à ***Weimar*** où se réunit l'Assemblée constituante qui a fui Berlin en proie à l'insurrection, ***d'où le nom de « République de Weimar »***. Le choix de Weimar est bien sûr symbolique : Weimar, ancienne capitale de la Saxe, est la ville de Goethe et Schiller, et donc la référence de la culture classique allemande.

L'Assemblée constituante, dont l'extrême-gauche avait tenté d'empêcher la tenue, est élue le 19 janvier 1919, au suffrage universel incluant pour la première fois les femmes. Très forte participation (84% = 30,1 sur 36,8 millions inscrits) qui indique un net désir de démocratie. La « coalition de Weimar » (SPD, Parti démocrate et Zentrum, c.à.d. les partis majoritaires de l'ancien Reichstag) est largement majoritaire avec 329 sièges sur 421, dont 163 SPD. USPD 22. Le 10 février, l'Assemblée vote la loi sur le pouvoir provisoire. Ebert est élu Président du Reich ; il charge Scheidemann de former un gouvernement qui remplace le « Conseil des Commissaires du peuple », nom du gouvernement allemand depuis l'abdication du Kaiser le 9 novembre 1918.

Le SPD a donc l'essentiel du pouvoir : 1^{er} parti à l'Assemblée, président et chancelier.

D'abord un résumé du traité de Versailles ; nous examinerons ensuite les institutions et les forces en présence dans cette « République de Weimar ».

2. B – Le Traité de Versailles

Ressenti comme « Diktat », puisque l'Allemagne vaincue (comme la Russie bolchevique) n'a été associée ni à l'élaboration des conditions de l'armistice (octobre-novembre 18), ni à la conférence de paix qui a précédé la signature du traité le 28 juin 1919 dans la Galerie des Glaces.

Trois hommes forts:

- **Wilson**, défenseur du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », dans le but plus ou moins avoué de provoquer la dislocation des empires (y compris coloniaux) et d'assurer ainsi la suprématie mondiale des États-Unis. L'Europe est épuisée et endettée (« **suicide de l'Europe** »), les États-Unis d'Amérique sont en réalité les grands vainqueurs de la guerre et Wilson est en mesure d'imposer sa « pax americana » : **14 points du 8.1.18** (libre-échange et libre circulation, désarmement, restitution des territoires, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, fin des colonies).

- **Lloyd George** qui défend tant bien que mal ce qu'il reste de la suprématie de la Grande-Bretagne, en particulier dans le domaine financier, et veut maintenir à tout prix l'Empire (Indes).

Dans la délégation britannique, **Keynes**, qui démissionnera de la conférence de paix, jugeant les réparations infligées à l'Allemagne trop importantes. Il publie dès 1919 « Les Conséquences économiques de la paix », ouvrage prophétique qui deviendra un best-seller.

- **Georges Clémenceau**, dont l'acharnement à faire porter à l'Allemagne l'entière responsabilité du conflit et à l'écraser sous des réparations insoutenables est une des principales causes de l'échec de la République de Weimar. **Humilier son adversaire vaincu est toujours contre-productif.**

Erreur heureusement non renouvelée à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

Principales clauses concernant l'Allemagne (à l'exclusion de la partie 13 - SDN, OIT, etc.) :

1. L'Allemagne seule responsable de la guerre.
2. Clauses territoriales : l'Allemagne perd le 8ème de son territoire : Alsace-Moselle à la France ; perte de toutes les colonies ; internationalisation des voies fluviales et aériennes. Couloir de Danzig qui sépare la Prusse orientale du reste de l'Allemagne ; Posnanie et Prusse occidentale à la Pologne ; Malmédy et Eupen à la Belgique. Référendum : Silésie, Nord-Schleswig, Sarre.
3. Clauses militaires : occupation de la rive gauche du Rhin (Cologne, Coblenz, Mayence) et démilitarisation d'une zone de 50 km sur la rive droite. Suppression du service militaire obligatoire et armée de métier limitée à 100.000 hommes, 15.000 marins et 4.000 officiers ; fixation et contrôle de l'armement par une commission inter-alliée.
4. Réparations : confiscation de tous les biens allemands détenus hors d'Allemagne ; installations minières propriété de la France ; tous les gros bateaux de commerce, grande quantité de machines, locomotives, wagons, camions, péniches (« **dommages de guerre** ») ; câbles sous-marins, charbon, acier, produits chimiques, bétail.
20 milliards de marks-or (20% du PIB) à verser avant le 1er mai 1921.
En 1921 la Commission des réparations fixe le montant total à 132 milliards de marks-or sur 42 ans, soient près de 3 milliards et demi par an, c.à.d. plus de 3% du PIB.

L'économie allemande s'en trouve gravement affaiblie : perte de 26 % de la production de charbon, 75 % de la prod. de minerai de fer, 35 % de la prod. de fonte, 25 % de la prod. d'acier.

Problèmes d'alimentation : perte de 16 % des récoltes de céréales, 18 % de pommes de terre.

Ces conditions ont provoqué une vague d'indignation dans la population, qui ignorait jusque là les véritables circonstances de la défaite de l'Allemagne.

Le problème des réparations financières et énergétiques est l'une des causes de l'instabilité ministérielle et de la fragilisation de la démocratie. Il mine les relations internationales dès la fin de la guerre : occupation de la Ruhr pour retard de paiement (1923), renégociations difficiles (plans Dawes en 1924 et Young en 1929) jusqu'à la conférence de Lausanne (juin 1932), qui ramène la dette à 5 milliards de marks payables après un moratoire de trois ans. Après la prise du pouvoir par Hitler, l'Allemagne nazie cesse tout remboursement. Après la défaite de 1945, une conférence internationale (1953) remet le remboursement de cette dette à une éventuelle réunification.

L'Allemagne de l'Ouest remboursa le principal de la dette jusqu'en 1980.

2. C – Institutions et partis politiques de la République de Weimar

Adoptée par l'assemblée constituante le 31 juillet 1919 et promulguée le 11 août, la Constitution de Weimar est la première constitution démocratique de l'histoire allemande.

Constitution libérale « classique », bâtie sur un certain nombre de compromis – fédéralisme / centralisme ; régime parlementaire / présidentiel ; démocratie représentative / directe, qui rendront son application chaotique.

Principaux articles :

- Article premier : « Le Reich allemand est une république. Le pouvoir émane du peuple. »

- Les 19 articles suivants traitent de la répartition du pouvoir entre État central (Reich) et Länder.

- Deux chambres :

- ◆ Le Reichsrat qui représente les Länder. Chaque Land y a au moins une voix. Les Länder les plus importants disposent d'une voix par million d'habitants.
- ◆ Le Reichstag dont les députés sont élus pour 4 ans à la proportionnelle à un tour, suffrage universel y compris les femmes.

L'initiative des lois appartient au gouvernement et au Reichstag. Les lois du Reich sont approuvées par le Reichstag, mais **nombreuses possibilités de référendum** (notamment d'initiative populaire)...
que les nazis sauront utiliser à leur profit !

- Si le président du Reich le décide dans le mois qui suit son vote par le Reichstag, toute loi doit être soumise au référendum avant sa publication.
- Une loi dont la publication est ajournée à la demande d'un tiers au moins du Reichstag doit être soumise au référendum si un vingtième des électeurs le demande.
- Un référendum doit être organisé sur un projet de loi si un dixième des électeurs en prend l'initiative (sauf budget et lois fiscales). Le projet de loi est alors soumis au Reichstag ; si celui-ci l'approuve sans modification, le référendum n'a pas lieu.

- Le pouvoir exécutif appartient au Président et au gouvernement.

- ◆ Le Président est élu pour 7 ans renouvelables au suffrage universel à deux tours. Il peut être révoqué par un vote du peuple sur proposition du Reichstag (2/3). Il peut dissoudre le Reichstag. Il est le chef des armées et mène la politique étrangère. Mais déclaration de guerre, conclusion de la paix et toute alliance ou tout traité avec des États étrangers doivent faire l'objet d'une loi votée par le Reichstag.
- ◆ Le gouvernement du Reich est constitué par le chancelier du Reich (Reichskanzler) et les ministres. Le chancelier et les ministres sont nommés et révoqués par le président du Reich et sont soumis au vote de confiance du Reichstag.

- **Article 48 :**

- Si un Land ne remplit pas les devoirs qui lui incombent en vertu de la Constitution et des lois du Reich, le président du Reich peut l'y contraindre en utilisant la force.
- Le président du Reich peut, lorsque la sûreté et l'ordre public sont gravement troublés ou compromis au sein du Reich, prendre les mesures nécessaires à leur rétablissement ; en cas de besoin, il peut recourir à la force. À cette fin, il peut suspendre l'exercice des droits fondamentaux garantis aux articles 114, 115, 117, 118, 123, 124 et 153.

- **Droits individuels fondamentaux :** fortement garantis.

Tous les Allemands, hommes et femmes, sont égaux devant la loi. Tout privilège ou inégalité de naissance ou d'ordre est supprimé.

Le domicile de tout Allemand constitue pour lui un lieu d'asile inviolable.

Le secret des lettres, de la poste, du télégraphe et du téléphone est inviolable.

Indépendance de la Justice, droit de réunion et d'association, **liberté syndicale**, liberté de croyance et de conscience, liberté de culte **garantis par la Constitution**. Il n'y a pas d'Église d'État. L'art, la science et leur enseignement sont libres. Le Reich, les Länder et les communes contribuent ensemble à l'organisation d'établissements publics d'enseignement.

La propriété et l'héritage sont garantis par la Constitution.

Mais « La propriété foncière dont l'acquisition est nécessaire pour satisfaire aux besoins résultant du manque de logements ou pour développer l'agriculture, peut être expropriée. Toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles utilisables sont placées sous le contrôle de l'État. Le Reich peut par la loi transférer à la collectivité les entreprises économiques privées aptes à la socialisation. »

Cette « Constitution de Weimar » est considérée par beaucoup comme anti-allemande, importée de l'ouest et imposée par les vainqueurs. Les adversaires de la démocratie libérale y opposent l'idée d'un « socialisme prussien », d'une démocratie allemande originelle inspirée des Germains. Ils opposent à la rationalité du formalisme constitutionnel l'expression vivante de la volonté d'un peuple sans classes, « *Volkgeist* » et « *Volksgemeinschaft* », mots-clés de la LTI de V. Klemperer. Les nostalgiques de l'ancien Reich ne peuvent accepter une République où les travailleurs sont représentés politiquement par la sociale-démocratie majoritaire et dans la sphère de l'économie par des syndicats libres puissants.

La première démocratie allemande est impopulaire, car issue d'une défaite et d'un Diktat, implantée dans une tradition culturelle et politique autoritaire et un contexte de violence.

PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES :

À GAUCHE :

La gauche allemande sort de la période révolutionnaire irrémédiablement divisée, à la suite de l'écrasement sanglant des insurrections communistes. Dans le but de sauver la démocratie parlementaire et d'éviter la reproduction en Allemagne de la révolution bolchevique, les sociaux-démocrates se sont alliés aux forces conservatrices et nationalistes ; la répression des soulèvements a entraîné des campagnes de terreur et des exactions. Du fait du sang abondamment versé, l'antagonisme au sein de la gauche entre révolutionnaires et réformistes est plus fort que jamais.

✘ **SPD** coupé en deux depuis janvier 17, je l'ai déjà mentionné.

La majorité des membres de l'USPD (indépendants) rejoignent le parti communiste en octobre 1920. Mais le SPD reste le premier parti allemand, en nombre de voix et d'adhérents ainsi qu'en nombre de sièges, jusqu'aux élections législatives de juillet 32, où il est dépassé par le parti nazi. Il domine la vie politique allemande jusqu'en 1925 (Ebert président).

Mais en plus de leurs divisions, les sociaux-démocrates n'étaient pas préparés à la gestion d'une démocratie, surtout dans des conditions aussi difficiles.

Ils avaient bien davantage travaillé au développement de la social-démocratie dans un régime monarchique, en vue d'une sorte de « monarchie constitutionnelle socialiste » à l'anglaise.

Seul parti à ne pas voter les pleins pouvoirs à Hitler le 23 mars 33.

Déclaré « parti ennemi de l'État et du peuple » et interdit par les nazis en juin 33.

✘ **KPD** (Kommunistische Partei Deutschlands) :

Fondé par les spartakistes le 1er janvier 1919. Adhère au Komintern en octobre 1920.

0,9 % des sièges en 1919 - 9,13 % en 1924 - 13,2 en 1930 - 17,1 en 1932 - 12,5 en 1933.

Totalement aux ordres de Moscou, du Komintern et plus tard de Staline (mort de Lénine 1924).

C'est un adversaire résolu de la « démocratie bourgeoise » : refus de toute alliance avec le SPD, désigné comme le principal adversaire, boycott des syndicats libres (idem en France).

Tract du KPD en forme de syllogisme :

« L'ennemi principal de la classe ouvrière est le capitalisme,
les principaux soutiens du capitalisme sont les sociaux-démocrates,
donc les sociaux-démocrates sont le principal ennemi de la classe ouvrière. »

Les communistes se sont parfois alliés aux plus réactionnaires contre les « démocrates bourgeois » ; on a même parlé de **National-bolchevisme**. Alliances KPD / NSDAP dans certains Länder (Saxe).

Staline a-t-il volontairement contribué à la prise de pouvoir par Hitler, dans le but de diviser le camp capitaliste pour avoir ensuite un adversaire à sa taille ?

En tous cas, cette stratégie du « Combat global contre la République bourgeoise » a contribué à l'échec de la démocratie. Article du « **Deutsche allgemeine Zeitung** », quotidien patronal, sept. 31 : « Dans une certaine mesure, les communistes ont un rôle utile dans la vie politique. Ils empêchent les sociaux-démocrates de devenir sur-puissants, ils sont un outil précieux pour l'État capitaliste bourgeois car ils sont comme un pieu dans la chair de la social-démocratie. »

Accusé à tort d'avoir mis le feu au Reichstag le 27 février 33, il est mis hors la loi par les nazis majoritaires au lendemain des élections du 5 mars 33, où il avait obtenu 81 sièges.

✘ Mentionnons aussi le **DDP** (*Deutsche Demokratische Partei – parti démocrate allemand*). Libéral de gauche, membre de la coalition de Weimar et défenseur de la République, il compte parmi ses membres de nombreux intellectuels : Max Weber (1864-1920 - l'un de ses fondateurs et co-rédacteur de la Constitution de Weimar), Theodor Heuss (futur président de la RFA de 49 à 59), Albert Einstein, Thomas Mann. N'a jamais joué un rôle politique de premier plan. Dissous par les nazis en 1933 comme « parti des juifs ».

AU CENTRE :

✘ **Le Zentrum**, (créé en 1870), parti des catholiques, fortement combattu par Bismarck lors du « Kulturkampf » (1870 à 1880). Représente entre 25 et 30 % des électeurs.

Pendant la république de Weimar, joue un rôle d'arbitre, gouvernant tantôt avec le SPD, tantôt avec la droite. Journal influent : « Germania ».

Lutte contre les partis extrémistes, KPD aussi bien que NSDAP.

Hommes politiques issus du Zentrum : Erzberger (ministre de finances des premiers gouvernements de la république, assassiné par un militant d'extrême-droite en 1921), Brüning (chancelier de 1930 à 1932). Le futur chancelier (et vice-chancelier d'Hitler) Von Papen, de vieille noblesse catholique, est issu du Zentrum ; il quitte le parti en 1925 pour s'allier avec Hindenburg.

Le Zentrum vote les pleins pouvoirs à Hitler le 23 mars 1933. Sous la menace de Goebbels, le parti se dissout le 5 juillet 1933. À partir de 1935, échec du concordat, de nombreux militants du Zentrum entrent en résistance contre Hitler. Persécutions et déportations. Après la seconde guerre mondiale, ce qui reste du Zentrum est presque totalement absorbé par le parti chrétien-démocrate (CDU).

✘ **DVP** (*Deutsche Volkspartei = parti populaire allemand*). Centre-droit, républicain.

Créé en 1918, il représente essentiellement les intérêts des grands industriels allemands.

5 à 10 % des sièges, et jusqu'à près de 14 % en 1921.

Son membre le plus connu est son fondateur **Gustav Stresemann**, chancelier d'août 23 à novembre 1923 (en pleine crise de la Ruhr et inflation) et ministre des affaires étrangères jusqu'à sa mort en octobre 1929.

Principal acteur du rapprochement avec la France (accords de Locarno en décembre 25 signés avec Aristide Briand et prix Nobel de la paix pour les deux hommes), et du retour de l'Allemagne sur la scène internationale (entrée à la SDN en sept 26).

Dissous par les nazis en 1933, ses principaux membres se retrouveront dans l'actuel FDP.

À DROITE :

- ✘ **DNVP** (Deutsche Nationale Volkspartei = parti national du peuple allemand).

Créé en 1918 sur les débris de l'ancien « parti conservateur allemand », il milite pour un retour à la monarchie et s'oppose au traité de Versailles. Représente entre 15 et 20 % des électeurs, déclin à partir de 1930 (moins de 10%), lorsque son leader **Alfred Hugenberg, président du CA de Krupp AG** et adversaire acharné de la démocratie, le fait glisser vers une alliance avec les nazis. Il sera ministre de l'économie, de l'agriculture et de l'alimentation du 1er cabinet d'Hitler en février 33. Dissous en juin 33 par les nazis.

- ✘ **NSDAP** (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei = parti national-socialiste des Travailleurs allemands.

Créé en 1920 par Anton Drexler, son premier chef, à partir d'éléments divers :

- un « Deutsche Arbeiterpartei » (DAP) qui existait en Autriche-Hongrie depuis 1904 et en Allemagne depuis janvier 1919, « völkisch » et antisémite, proche du tristement célèbre maire de Vienne **Karl Lueger**, dont l'antisémitisme influença Hitler lorsqu'il vivait à Vienne (1907 à 1912).
- une société occulte munichoise, « **la société de Thulé** », qui était à l'origine une société d'études ethnographiques orientées vers la mythique région de Thulé à l'extrême nord de l'Europe (Virgile). Refondée en 1918 par l'aventurier Rudolf von Sebottendorf, elle proférait une sorte de mystique de la race supérieure aryenne ; diffusion du faux « Protocole des sages de Sion », pangermanisme et anti-républicanisme. Parmi ses membres les principaux théoriciens du nazisme (Alfred Rosenberg) et ses principaux dirigeants (Rudolf Hess, Hermann Göring, Julius Streicher).

Groupuscule peu organisé au début, son nouveau chef à partir de 1922, Adolf Hitler, orateur charismatique, lui donne peu à peu organisation et crédibilité.

Brièvement interdit suite au putsch de novembre 1923, a 32 députés à partir de mai 1924.

Hitler fait 13 mois de forteresse (condamné à 5 ans!), pendant lesquels il écrit « Mein Kampf », conception du monde et programme du parti. Parti qu'il refonde dès sa sortie de prison en janvier 1925, avec une nouvelle stratégie de « Révolution légale ». **J'y reviendrai.**

Progression fulgurante à partir de la crise de 29 : passe de 32 en mai 24 à 107 députés sur 583 en sept 1930 ; puis 230 en 1932 et 288 (44%) en mars 1933, dans l'ambiance de terreur qui a suivi la nomination d'Hitler comme chancelier ; parti unique à partir de juillet 1933.

Mais nous ne sommes plus que dans une parodie de démocratie.

POUR CONCLURE : Pour réussir, la démocratie doit être désirée, pas imposée.

Le Diktat, les violences de la révolution de 1919, l'agitation constante dont les communistes ont été injustement tenus pour bien plus responsables que les nationalistes, ont provoqué humiliation et peur du désordre. Les adversaires de la démocratie sauront utiliser ce contexte, que la propagande nationale-socialiste martèlera, en particulier dans leur quotidien, le « Völkischer Beobachter », tiré à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires grâce aux subventions de la grande industrie et très lu dans toute l'Allemagne.

Notamment en Bavière, où les épisodes de la République des Conseils ont été particulièrement violents : séparatistes, partisans du rétablissement de la monarchie et nostalgiques du Reich se mêlent aux groupes nationalistes radicaux et aux militants antisémites ; ils en font un foyer permanent de lutte contre la démocratie et le « judéo-bolchevisme ». Hitler y fera ses premières armes en politique.

La toute jeune République de Weimar verra en outre son économie ruinée par les réparations et les crises économiques, qui feront échouer toutes les tentatives de stabilisation.

Ce sera l'objet de ma troisième partie, mardi prochain.

DEUXIÈME COURS – 17 FÉVRIER

La semaine dernière, j'ai en quelque sorte planté le décor et présenté les principaux acteurs :

- ✗ de Luther au Kaiser, pas de tradition démocratique, soumission et peur du désordre
- ✗ contexte de violence, culture de guerre, « coup de poignard dans le dos »
- ✗ Diktat de Versailles, humiliation de la défaite et bêtise des vainqueurs qui imposent des conditions intenable
- ✗ une démocratie imposée à travers une constitution ambiguë et mal acceptée
- ✗ une gauche profondément divisée, face à une droite puissante et revancharde s'appuyant sur l'armée et la grande industrie.
- ✗ Un nouveau parti, hors système et violemment populiste

Voyons maintenant comment tout cela a fonctionné... plutôt mal comme on pouvait s'y attendre.

Je présenterai tout d'abord un rapide aperçu des principaux événements de cette période, que je diviserai en 3 séquences : 1919 à 1924 (des débuts mouvementés) / été 1924 à fin 1929 (relatif apaisement) / fin 1929 à 1934 (la grande dépression et ses conséquences).

Pas le temps d'entrer dans les détails de cette période riche en péripéties ; je ferai un zoom sur quelques événements qui me semblent particulièrement significatifs quant à la vie démocratique.

Je terminerai par une tentative d'analyse socio-psychologique (ou psycho-sociologique) de l'Allemagne de Weimar.

3. A – Histoire de la République de Weimar : 1919 à 1923, des débuts mouvementés.

Dès le début, le SPD au pouvoir a complètement raté le coche.

Les sociaux-démocrates ont mal mesuré l'impopularité du nouveau régime démocratique, et surtout le désir de revanche et la haine de la démocratie de la droite réactionnaire... et des communistes.

Les premières années de la République de Weimar sont une suite de tentatives de coups de force, de putschs et de grèves générales, fomentés par les adversaires de la démocratie, de droite comme de gauche. Ils exploitent l'humiliation liée au Diktat, et l'énorme charge des réparations ajoute l'instabilité économique à la fragilité politique.

- ✗ Mars 1920 : putsch de Wolfgang Kapp, stoppé par une grève générale de 4 jours.

Tentative de marche sur Berlin d'un Corps franc, la brigade Ehrhardt (6.000 hommes), suite à sa dissolution exigée par les alliés. Le gouvernement doit se réfugier à Stuttgart et Röhm tente de s'emparer du pouvoir à Munich.

- ✗ En réponse au Kapp-putsch, la gauche révolutionnaire (USPD et KPD) se soulève en vue d'établir une dictature du prolétariat et met sur pied « l'armée rouge de la Ruhr » (50.000 h). Des conseils ouvriers prennent le pouvoir dans quelques villes de la Ruhr. L'armée intervient, plus de 2.000 morts et de nombreuses condamnations à mort (« terreur blanche »).
- ✗ Premières élections du Reichstag, 6 juin 1920 : net recul du SPD, mais la coalition de Weimar garde la majorité. [SPD passe de 38 à 28 % des suffrages (de 163 à 102 sièges) et avancée de la droite (+27) et du centre-droit (DVP de Stresemann +46). Les socialistes indépendants obtiennent 84 sièges (+62) et le tout nouveau parti communiste 4 sièges (2,1%)].
- ✗ Mars 1921 : télécommandé par le Komintern, le KPD appelle à une grève générale insurrectionnelle contre « la bourgeoisie allemande et sa racaille de dirigeants sociaux-démocrates » qui « ont enlevé les armes des mains du prolétariat ». Peu d'échos parmi les ouvriers, malgré de fausses provocations (bombes dans leurs propres locaux). L'armée intervient et les communistes sont écrasés. De nombreux militants quittent le parti.

Les assassinats politiques se multiplient (35.600 entre 1919 et 1922) : **Matthias Erzberger** (ministre des finances) en août 21, **Walther Rathenau** (ministre des affaires étrangères) en juin 22, tous deux par des extrémistes de droite.

Tentative d'introduction de l'éducation civique à la démocratie.

Occupation de la Ruhr (janvier 1923 – août 1925) et hyperinflation :

Dès 1920, les sociaux-démocrates au pouvoir avaient fait le choix de financer la dette et les réparations en faisant fonctionner la planche à billets. Politique monétaire qui entraîne mécaniquement dévaluation et inflation, rapidement hors contrôle. À partir de fin 1921 la situation se dégrade : en décembre 1921, le « mark papier » a perdu 95 % de sa valeur.

En novembre 1922, le gouvernement dirigé par le financier libéral **Wilhelm Cuno**, directeur général de la compagnie de transport maritime Hamburg-American Line, soutenu par le SPD, demande un report des échéances du remboursement des réparations. **Poincaré**, Président du Conseil, refuse - « **Le Boche payera** » -, les troupes françaises et belges envahissent la Ruhr (11 janv 23).

Le gouvernement allemand appelle à la « résistance passive », une grève générale est déclenchée et la situation dégénère (13 ouvriers tués par les occupants à Essen).

Cette « occupation de la Ruhr » dura jusqu'en août 1925 (2 ans ½). Très violente, elle laissera aux Allemands le souvenir d'une injuste brutalité et réveillera les sentiments nationalistes et revanchards.

Développement de la « schwarze Reichswehr » : dans le but de contourner les clauses de désarmement du traité de Versailles (comme les Prussiens vis à vis de Napoléon en 1807 après le traité de Tilsit - *Schornhorst*), la Reichswehr prête ses camps d'entraînement aux milices d'extrême-droite (Freikorps, Stahlhelm, SA, Röhm, etc. = plusieurs centaines de milliers d'hommes) ; de faux professeurs d'éducation physique sont en réalité des instructeurs militaires.

L'occupation de la Ruhr affaiblira encore plus l'économie allemande (toute la production charbon-acier de la Ruhr est confisquée par les franco-belges), coûtera à l'Allemagne plus de 4 milliards de marks-or et surtout sera le déclencheur de l'**hyperinflation** : perte de confiance des marchés financiers et en particulier des prêteurs, perte de confiance des Allemands dans leur propre monnaie.

« Il faut le rappeler sans cesse, rien n'a aigri, rien n'a rempli de haine le peuple allemand, rien ne l'a rendu mûr pour le régime d'Hitler comme l'inflation » Stefan Zweig, le Monde d'hier

Les traces de ce traumatisme sont encore sensibles aujourd'hui, dans l'attitude des « orthodoxes » allemands vis à vis de l'euro.

Au 15 septembre 1923, une chambre d'hôtel dans la Forêt-Noire coûtait 400.000 Marks, le dîner 1.800.000 Marks. Un demi-litre de lait 250.000 Marks. Six semaines plus tard, un déjeuner dans une auberge coûtait entre 10 et 20 milliards de Marks, un billet de théâtre, 300 à 400 millions.

En novembre 1923, l'inflation atteint des records. En 1918, un œuf coûtait 0,25 mark. En novembre 1923, il coûte 80 milliards de marks. Une livre de beurre coûte 210 milliards de marks.

Le prix au détail passe de l'indice 1 en 1913 à 750 milliards. Les prix des repas servis au restaurant varient selon l'heure de la commande et l'heure à laquelle l'addition est présentée, si bien que les restaurateurs doivent faire payer l'addition en début de repas. Des billets de 500.000 marks sont émis. Les paysans refusent d'accepter le mark en échange de leurs produits agricoles.

Les petits épargnants sont ruinés, les salariés se font payer deux fois par jour ; malgré leur indexation sur les prix, les salaires réels chutent de 30 à 75 %, car ils suivent les prix avec retard.

Cette crise aura surtout bénéficié aux adversaires de la démocratie, de droite comme de gauche :

La fin 23 voit deux tentatives de coup de force, une par les communistes et une par Hitler. Chacun pensait que ce contexte de crise lui serait favorable.

Du côté des communistes : octobre allemand (oct. 1923), en référence à oct 17.

Les dirigeants du KPD, aiguillonnés par Trotski, Boukharine, Zinoviev, Radek et l'ensemble du Komintern croient que le « matin du grand soir » est arrivé. Staline prédit que la révolution allemande « déplacera sans aucun doute le centre de la révolution mondiale de Moscou à Berlin ». Les communistes font une tentative de putsch : gouvernements ouvriers en Saxe et en Thuringe, début d'insurrection à Hambourg et projet d'appel à la grève générale.

Mais une division entre membres du KPD et sociaux-démocrates d'extrême gauche fait avorter le mouvement au dernier moment, l'armée tire sur la foule, on compte 23 morts.

Suite à cet échec, le KPD, comme l'ensemble des partis communistes européens, est « bolchevisé » - selon l'expression d'Hannah Arendt -, c'est-à-dire repris en main sous la supervision des envoyés du Komintern. Profitant de la maladie de Lénine, **Ernst Thälmann**, stalinien convaincu, prend la direction du parti et organise un véritable culte de la personnalité. Farouche adversaire de la « démocratie bourgeoise », il se montre fervent adepte de la stratégie « classe contre classe » : tentatives de coup de force, émeutes, appels incessants à la grève générale, interventions armées dans les usines, sabotages, attentats contre des banques, des bureaux de poste, des installations ferroviaires et même assassinats - au Parlement, jets de verres d'eau et d'encriers à la tête des adversaires, discours violents et menaçants annonçant la « terreur rouge »... Attitude contre-productive qui donne aux nazis l'occasion de se présenter comme l'ultime rempart contre la « barbarie rouge ».

De nombreux jeunes communistes, lassés des échecs successifs, des ordres contradictoires venant de Moscou et du manque d'objectif politique clair, sont attirés par les défilés, les fêtes et leur decorum, les retraites-aux-flambeaux, la musique, les uniformes, les drapeaux, le culte de la Kameradschaft et l'esthétique nationale-socialiste (**Leni Riefenstahl**), et aussi par la quasi-immunité dont jouissent les nervis nazis.

Ex : **Roland Freisler**, commissaire bolchevique devenu l'implacable président du Volksgerichtshof lors des procès Stauffenberg en 44 (fait pendre femmes et enfants). « Il est notre Vychinski ». Plus d'un demi-million d'électeurs communistes voteront pour Hitler aux présidentielles de 1932.

Putsch de la Brasserie (Bierputsch de Munich) – Hitler et Ludendorff (nov. 1923) :

3 semaines plus tard, le 8 novembre 1923, a lieu le « Bierputsch de Munich » (putsch de la brasserie), événement de peu d'importance devenu fondateur dans la mythologie nazie.

Y participèrent Göring, Himmler, Röhm, Rudolf Hess et Julius Streicher, avec le soutien du héros de la Guerre mondiale, le Général Ludendorff.

Le NSDAP n'était déjà plus la « secte new-age » de 1920 qui défilait bruyamment au pas de l'oie dans les rues de Munich, mais était doté d'un embryon de programme, et comptait plus de 50.000 membres (SA > 30.000). Nombreuses complicités dans le gouvernement bavarois et l'armée.

Déjà le 1er mai 1923, Hitler et Göring, alors chef des SA, avaient décidé d'attaquer le traditionnel défilé des travailleurs et de faire de cette journée le « règlement de compte avec les criminels de novembre ». Au dernier moment, par peur d'un terrible bain de sang, le gouvernement bavarois réagit : la police et l'armée empêchent les troupes d'Hitler d'attaquer le défilé (40.000 manifestants !).

Mais Hitler et les siens ne seront pas poursuivis, ce qui le renforça dans sa conviction d'être au dessus des lois, d'être « l'homme providentiel de l'Allemagne » ; il pensait que le contexte lui était favorable : réveil nationaliste suite à l'occupation de la Ruhr, mécontentement dû à l'hyperinflation. Il bénéficiait en outre de la complicité d'une partie du gouvernement bavarois et de Ludendorff.

Il choisit donc la date du 5ème anniversaire de la proclamation de la République (9 novembre 1918) pour tenter un coup de force à Munich, et effectuer ensuite une « marche sur Berlin », sur le modèle de la Marche sur Rome de Mussolini.

8 novembre 1923, 19h, brasserie « Bürgerbräukeller » au centre de Munich : grand meeting politique, plus de 3.000 personnes. Accompagné d'un groupe d'hommes en armes, Hitler fait irruption, un pistolet à la main, tire un coup de feu en l'air pour ramener le silence et prend la parole : « *La révolution nationale a éclaté. La salle est occupée par six cents hommes armés. Si le calme ne s'établit pas immédiatement, une mitrailleuse viendra sur la galerie. Le gouvernement bavarois est renversé, un gouvernement provisoire est formé.* »

Mais en ville et dans le reste de la Bavière, les forces armées et la police restent loyales au régime légal. Après un dernier baroud d'honneur, c'est la débandade : 4 policiers tués, 16 militants nazis « morts en héros », Hitler l'épaule démise. Tous sont arrêtés, sauf Göring et Hitler qui parviennent à s'enfuir. Hitler sera arrêté le 11 novembre.

Ici se situe l'épisode de la **Blutfahne**, le « drapeau du sang » que portaient les militants nazis et qui fut taché par le sang du garde du corps d'Hitler, criblé de balles en protégeant son chef.

Ce fait divers devient un événement mythique célébré chaque année par les nazis.

Goebbels écrit : « *C'est notre messe, nous n'avons plus besoin de curés* ».

Robert Brasillach décrit ainsi la cérémonie (*Notre avant-guerre, 1941*) : « *Le chancelier saisit d'une main le drapeau du sang, et de l'autre les étendards nouveaux qu'il devait consacrer. Par son intermédiaire, un fluide inconnu doit passer, et la bénédiction des martyrs doit s'étendre désormais aux symboles nouveaux de la patrie allemande. Il y a réellement dans la pensée d'Hitler comme dans celle des Allemands, l'idée d'une sorte de transfusion mystique analogue à celle de la bénédiction de l'eau par le prêtre – si ce n'est, osons le dire, à celle de l'eucharistie. Qui ne voit dans la consécration des drapeaux une sorte de sacrement allemand risque fort de ne rien comprendre à l'hitlérisme.* »

Les putschistes bénéficient d'une grande clémence : jugé en mars 1924 par le tribunal bavarois (et non fédéral, bien qu'il s'agisse de « haute trahison » passible de la peine de mort), Hitler est condamné le 1er avril, après 5 mois de détention préventive, à 5 ans de forteresse et une amende de 200 Reichsmark. Ce jugement est extraordinairement clément et, par le jeu des sursis et des remises de peine, il sort après 9 mois d'une confortable détention (« **mon université aux frais de l'État** ») qu'il met à profit pour rédiger « Mein Kampf ». Très peu lu avant 1933 (devient obligatoire).

À ce stade, il aurait encore été possible de stopper la montée du national-socialisme ; le docteur Frick, sympathisant nazi alors chef de la police de Munich et futur ministre de l'intérieur d'Hitler, déclara lors du procès d'Hitler en mars 24 : « *Il aurait été facile de réprimer le mouvement national-socialiste dès 1920, il était encore petit. Nous ne le fîmes pas, non parce que nous voyions en lui le germe d'un renouvellement de l'Allemagne, mais parce que nous étions persuadés dès le début que ce mouvement était destiné à prendre pied parmi les travailleurs allemands infestés par le marxisme, et à les ramener dans le camp national. C'est pourquoi nous décidâmes de protéger le parti national-socialiste et Monsieur Hitler.* »

Entre temps, Cuno avait été remplacé par Gustav Stresemann (août 23) qui nomme **Hjalmar Schacht** président de la Reichsbank (banque centrale). Le « docteur Schacht » (futur ministre des finances d'Hitler) juggle la spéculation sur les devises en créant le « **Rentenmark** » (**1 pour 1.000 milliards = parité d'avant-guerre**)), et en bloquant le taux d'escompte.

Stresemann met fin à la « résistance passive » et proclame l'état d'urgence. Respect des obligations imposées par le traité de Versailles et politique de réinsertion de l'Allemagne parmi les nations.

Mais les **élections législatives « ordinaires » du 4 mai 1924** expriment le mécontentement populaire vis à vis de l'inflation. Les partis de l'ex-grande coalition en font les frais : les sociaux-démocrates passent de 112 à 100 sièges, le parti populaire de Stresemann de 62 à 45.

Les nazis entrent au Reichstag avec 32 députés (le NSDAP interdit depuis nov 23 se présente sous le nom de « Deutsch-völkische Freiheitspartei »), le DNVP passe de 66 à 95 sièges et les communistes de 4 à 62 sièges.

Une telle composition du Reichstag fait de la formation du gouvernement un véritable casse-tête : les désaccords au sujet du paiement des réparations et sur les projets de modification de la constitution (+ de pouvoir au Président) rendent toute alliance impossible.

Le Reichstag est dissout au bout de six mois.

3. B – Histoire de la République de Weimar : été 1924 à octobre 1929, relatif apaisement.

Nouvelles élections législatives le 7 décembre 1924 :

Les mesures mises en place par Stresemann et Schacht pour redresser l'économie et mettre fin à l'hyperinflation ont commencé à produire leur effet : le chômage recule, la confiance dans le Mark revient (création du Reichsmark en août 24), les réparations sont régulièrement payées (**plan Dawes de rééchelonnement finalement ratifié en août 1924**).

Les partis extrêmes reculent (communistes de 62 à 45, nazis de 32 à 14), le SPD regagne 30 sièges et les nationalistes du DNVP acceptent de participer au gouvernement.

L'Allemagne de Weimar connaîtra plusieurs années de relative tranquillité. En revanche le paiement des réparations et la stabilisation du Mark ne sont possibles que grâce à un endettement grandissant vis à vis d'investisseurs étrangers et particulièrement américains.

La crise de 29 sera d'autant plus profonde en Allemagne.

Dès sa sortie de prison le 20 décembre 1924, Hitler écarte Ludendorff et refonde le NSDAP avec un programme, précisé dans « Mein Kampf », et une nouvelle stratégie :

- Le programme tient en quelques mots : la race aryenne, « race des Seigneurs » dont le peuple allemand est le représentant le plus abouti, est destinée à dominer l'humanité entière. Mais elle est aujourd'hui humiliée par la défaite et abâtardie par la démocratie considérée comme le régime des faibles et des traîtres. Il s'agit de lui redonner sa vigueur, et le monde vivra en paix sous sa botte. Pour atteindre ce but, la communauté du peuple (**Volksgemeinschaft**) doit d'abord être pure : se débarrasser des juifs, dangereux car ils ont eux aussi la prétention de dominer le monde (« *le combat entre le Juif et le Germain est le thème central de l'Histoire* » écrit Hitler dans Mein Kampf [cf. « *L'Histoire est l'histoire de la lutte des classes* » : *la lutte des races remplace la lutte des classes*]).

Puis éliminer tziganes, homosexuels, malades mentaux, infirmes.

« *Les hommes ne s'attacheront plus à améliorer par l'élevage les espèces canines, chevalines ou félines ; ils chercheront à améliorer la race humaine.* » (Mein Kampf).

Pour se développer, la race supérieure a besoin d'« espace vital » (**Lebensraum**) ; sont surtout visés les territoires de l'est (Pologne, Biélorussie, Ukraine), occupés par les peuples slaves, « race d'esclaves », qui avaient arrêté l'expansion teutonique (Tannenberg 15 juillet 1410).

Enfin obéissance absolue au chef (**Führerprinzip**), porteur visionnaire du « **Volksggeist** ».

Sans oublier la haine de la France, pays des Lumières et des Droits de l'Homme, considérée comme principale responsable de l'humiliation.

- La nouvelle stratégie, dite « Révolution légale », tire les leçons des échecs passés. Finis les putschs hasardeux, il faut s'assurer le concours de l'armée et de l'appareil d'État et donc s'emparer du pouvoir en utilisant tous les moyens légaux offerts par les institutions et les libertés démocratiques, tout en maintenant un climat d'instabilité et d'agitation tendant à discréditer la démocratie.

Hitler en 1925 : « *La Constitution prescrit seulement le cadre du combat, pas son but. Nous entrons dans les instances légales pour que notre parti soit en mesure de faire pencher la balance. Lorsque nous serons en possession des droits constitutionnels, nous imposerons à l'État la forme qui nous convient.* »

26 avril 1925 : première élection du Président de la République au suffrage universel à deux tours.

Ludendorff candidat du NSDAP (1,1 % des voix) ne passe pas le premier tour.

Hindenburg, symbole de la vieille Prusse, élu avec 48,3 % contre Wilhelm Marx (Zentrum + SPD) 45,3 % (écart : < 900.000 voix) et Ernst Thälmann (KPD) 6,3 %.

En se maintenant au second tour, sans aucun espoir d'être élu, Thälmann contribue à la victoire du très réactionnaire Hindenburg sur le candidat soutenu par le SPD.

Contrairement aux attentes de ses soutiens de droite monarchistes, Hindenburg se montre scrupuleusement respectueux de la Constitution... en bon prussien respectueux de l'ordre !

Les nationalistes le traitent de « valet des juifs », de « vieillard dégénéré » et entreprennent un véritable lobbying autour de sa personne.

Fin 25 : accords de Locarno (Stresemann / Briand / Chamberlain : renoncement définitif à l'Alsace-Lorraine). Évacuation de la Ruhr puis de la zone de Cologne, entrée de l'Allemagne à la SDN en sept 26, renouvellement des accords de Rapallo avec l'Union soviétique, marquent un net apaisement des relations internationales.

Les nationalistes refusent le traité de Locarno et quittent le gouvernement (25 oct. 1925). Un article du *Völkischer Beobachter* indique que Stresemann « devrait être abattu comme un chien ».

La Reichswehr sabote la politique de paix de Stresemann (schwarze Reichswehr).

Scheidemann provoque un immense scandale en révélant l'existence d'usines d'armement installées en Union soviétique avec l'accord des communistes et produisant avions (300 par an !) et gaz de combat à destination de l'Allemagne, avec un budget annuel de 70 millions de marks-or.

Des généraux de la Reichswehr parmi les plus réactionnaires sont impliqués, nombreux contacts au plus haut niveau avec des membres du Komintern (entre le général comte Reventlow et Karl Radek).

Le NSDAP continue son lent travail de noyautage local, mais pas de tentative « voyante » ; Hitler se sépare de son vieux compagnon **Gregor Strasser**, trop « socialisant », et le remplace par un jeune brillant docteur en philologie, **Joseph Goebbels**.

En fait, la situation économique s'améliore et la démocratie s'installe peu à peu dans les têtes, preuve en est le résultat surprenant au vote préalable à référendum concernant la confiscation des biens princiers (anciennes familles impériales et leurs proches) ; suite à une violente campagne de la droite dénonçant une mesure bolchevique, le projet est rejeté malgré 15 millions 1/2 de voix pour (il en aurait fallu 20 millions), mais ce chiffre indique une nette progression des idées républicaines. Autre signe, le développement du « **Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold** », organisation se voulant au-dessus des partis et regroupant des défenseurs du drapeau républicain noir-rouge-or, par opposition au drapeau rouge-blanc-noir des nationalistes (les nazis y ajoutent la croix gammée). Plus d'un million de membres, qui s'affrontent régulièrement aux milices d'extrême-droite, mais refusent (à tort ?) de se militariser.

Élections au Reichstag du 20 mai 1928 : la démocratie semble s'installer.

Les sociaux-démocrates continuent leur progression (+22), la droite recule : le DNVP perd 30 sièges et le NSDAP perd encore 2 sièges (12 au lieu de 14).

SPD : 153 sièges (au lieu de 131) / Zentrum : 62 / DNVP : 73 (au lieu de 103) / KPD : 54 (au lieu de 45).

Gouvernement de « grande coalition » (sans les communistes et sans les nazis).

Nombreuses combinaisons aventureuses dans les Länder : par exemple en Saxe : projet de gouvernement régional NSDAP + KPD, contre Zentrum + SPD.

Barricades à Berlin le 1er mai 29 (19 morts) – suite à quoi une partie des membres du « Front rouge », surnommés « radis roses » (**Radischen**) car rouges à l'extérieur et blancs à l'intérieur, rejoignent les rangs de la SA.

27 août 1928 : signature par 63 pays (dont l'Allemagne – Stresemann) du Pacte Briand-Kellogg : les signataires « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ».

Aucune sanction n'est prévue en cas d'infraction.

7 juin 1929 : plan Young : nouvelle réduction du montant des réparations, fin des contrôles et évacuation de la Rhénanie par les troupes d'occupation. Création de la BRI à Bâle, dont la mission est alors la gestion des paiements allemands.

Vaste débat autour de la ratification du plan, qui offre aux nationalistes (en particulier Hugenberg = Krupp) l'occasion d'une énorme propagande contre les « traîtres de la démocratie de Weimar ».

Provoque la démission du Dt Schacht, qui quitte le parti démocrate et se rallie au NSDAP.

Hitler et Hugenberg créent un comité « contre la réduction en esclavage du peuple allemand » et appellent à un référendum « pour la loi de liberté » (annulation pure et simple de la dette), c.à.d. contre le plan. Ils n'obtiennent que 13,8 % des suffrages.

Le plan sera ratifié par le Reichstag en mars 1930 (263 contre 174 – communistes et nationalistes)

3. C – Histoire de la République de Weimar : de la crise de 29 à août 34

Survient alors la crise de 29, la « grande dépression », qui sonne le glas de la République démocratique.

En deux ans et demi, 4 dissolutions du Reichstag et 4 chanceliers, dont le dernier est Hitler.

Crise non pas due, comme en 23, à des causes propres à la défaite allemande, mais importée des États-Unis (spéculation à Wall Street, Black Thursday du 24 octobre 29).

A des conséquences particulièrement lourdes en Allemagne, dont l'économie est affaiblie par les réparations et l'inflation + retrait massif des capitaux étrangers (forte dépendance vis à vis du dollar à travers les prêts concédés par les américains) + effondrement de la consommation et crise de surproduction. Fermeture de nombreuses usines.

Chômage : en juillet 29 – avant la crise : 1,25 millions / en novembre 31 : 5,6 millions / en février 32 : 6,12 millions / en janvier 33 : 6,13 millions. Dans certaines régions industrielles, 100 %. Très peu indemnisé (35% du salaire). Désespoir propice aux faux-prophètes !

Le centriste Heinrich Brüning, chancelier de mars 1930 à mai 1932, pratique une politique économique classiquement libérale : **réduction des dépenses publiques (!)**, diminution des prestations sociales, baisse des salaires entraînant une baisse de la demande et de l'activité économique. Politique déflationniste très impopulaire, les conséquences politiques sont immédiates : Brüning tente un gouvernement minoritaire avec le SPD, mais doit dissoudre le Reichstag.

Élections au Reichstag du 14 septembre 1930 : la crise profite aux extrêmes et surtout aux nazis. Le NSDAP passe de 800.000 voix (mai 28) à > 6 millions et devient le 2ème parti d'Allemagne, avec 107 sièges (il n'en avait que 12). **SA en uniforme au Reichstag.**

Le KPD passe de 3 millions en mai 1928 à 4 millions et demi (77 sièges au lieu de 54).

La coalition Zentrum + SPD perd la majorité (211 sur 583).

Le DNVP perd 32 sièges, le SPD perd 10 sièges (143 / 153), le Zentrum en gagne 6 (68 / 62)

Présidentielles du 10 avril 32 :

Hitler obtient la nationalité allemande, se présente à l'élection présidentielle de mars-avril et fait courir le bruit d'un putsch communiste.

Il obtient 11,3 millions de voix (30 %) au 1er tour, mais au second tour les voix du DNVP se reportent mal sur sa candidature malgré le front commun (Harzburg) formé avec Hugenberg en octobre 1931. Hitler ne le lui pardonnera jamais et s'en débarrassera brusquement dès février 33. Hitler est donc battu au second tour avec 13,4 millions de voix (36,8 %). Le président sortant Hindenburg (84 ans), -49,6% au premier tour- est élu avec 53%, grâce entre autres au **soutien du SPD** dont le candidat Düstenberg n'avait obtenu que 2,55 millions de voix au 1er tour.

Manque de personnalité charismatique, pas de programme : le SPD est moribond.

Le communiste Thälmann se maintient et obtient 3,7 millions de voix (5 millions au 1er tour).

Hindenburg apparaît paradoxalement comme le représentant des défenseurs de la démocratie ! Brüning ne parvient plus à s'opposer efficacement à l'extrême droite (NSDAP) et à sa propagande nationaliste qui a le soutien de Hindenburg. Dans une dernière tentative de rétablir l'ordre menacé par des échauffourées quasiment quotidiennes, il prononce 3 jours après les élections la dissolution des SA et des S.S (400.000 hommes).

Hindenburg, qui ne supporte pas l'idée d'avoir été élu par la gauche, vieillissant et de plus en plus sous l'influence de son entourage méthodiquement noyauté par les nazis, **le vire littéralement.**

Il exige sa démission (30 mai 1932) et nomme à sa place Franz von Papen, aristocrate catholique issu du Zentrum, grand propriétaire terrien proche de la grande industrie.

Von Papen forme le « cabinet des barons », gouvernement hyper-conservateur rassemblant les adversaires de « la République rouge des camarades apatrides ». Il cherche en vain à rallier à sa majorité les nationaux-socialistes. Son gouvernement reste minoritaire et le Reichstag est à nouveau dissous le 4 juin 1932.

Chaque nouvelle campagne électorale offre aux nazi l'occasion d'étaler leur propagande, et celle qui suit est extrêmement violente. L'interdiction des SA avait été levée le 14 juin, suite à l'injonction d'Hitler qui monnayait ainsi son appui. Entre le 14 juin et le 20 juillet, les combats de rue font 99 morts en Prusse. Le 17 juillet à Altona (banlieue de Hambourg), 17 morts et 100 blessés à cause des violences nationales-socialistes.

Élections au Reichstag du 31 juillet 32 :

Le NSDAP obtient 37,3% des voix et devient le premier parti d'Allemagne avec 230 sièges. Le KPD gagne 12 sièges (89), le Zentrum 7 (75) - Le SPD perd 10 sièges (133), le DNVP 4 (37). **NSDAP + KPD ont donc ensemble la majorité au Reichstag** (319 sièges sur 608). Ils perturbent systématiquement les débats, insultent les démocrates, appellent à la libération des « populations allemandes opprimées », en Autriche, Alsace-Lorraine et au Sud-Tyrol. Ils votent ensemble plusieurs motions de censure contre les gouvernements Zentrum + SPD et provoquent une nouvelle dissolution du Reichstag en septembre 32.

Élections au Reichstag du 6 novembre 1932 : dernières élections libres.

Recul des nazis qui perdent 34 sièges (196). Le SPD perd encore 12 sièges (121), le Zentrum en perd 5 (70). Le KPD gagne 11 sièges (100) et le DNVP 14 (51). Von Papen propose aux nationaux-socialistes deux ministères, mais Hitler réclame la chancellerie. Les SA multiplient leurs violences, nazis et communistes coopèrent lors d'une grève des transports à Berlin en novembre 32. Un décret-loi instaure alors la peine de mort pour les auteurs de violences de rue mortelles. Lorsqu'un mineur communiste est piétiné à mort par neuf SA, ils sont condamnés à mort... et finalement graciés sous la pression d'Hitler.

17 novembre 32 : Von Papen démissionne faute de majorité sans les nazis, remplacé par le général **Kurt von Schleicher** (3 déc 32 au 28 janvier 33 = 57 jours).

Schleicher n'est pas un inconnu. Organisateur du *Sondergruppe R* qui avait pour but de travailler avec les soviétiques pour contourner les clauses de désarmement du traité de Versailles ; proche de l'État-major, ministre de l'intérieur et de la Guerre du gouvernement Brüning, ministre de la défense du gouvernement Von Papen, virulent adversaire de l'interdiction des SA-SS et favorable au rapprochement avec le NSDAP qu'il croit pouvoir manipuler.

Il sera assassiné par un commando SS lors de la nuit des longs couteaux (30 juin 34).

Schleicher se présente comme « Général social », dont la priorité est la lutte contre le chômage. Il propose la semaine de 40 heures, l'embauche de fonctionnaires et la mise en chantier de « grands travaux ». Programme technique, ni capitaliste, ni socialiste.

Échec à gauche, qui refuse de négocier avec un général de droite.

Échec auprès des nazis, qui exigent un gouvernement « à leur botte ».

Échec à droite, qui le trouve trop social ; Schleicher se met à dos le grand capital, qui voit finalement en Hitler un moindre mal.

Les nazis font courir le bruit que Schleicher prépare un coup d'État avec arrestation de Hitler, Von Papen et Hindenburg.

Hindenburg fait de nouveau appel à Von Papen, qui propose de nommer Hitler chancelier.

Von Papen méprisait Hitler qu'il surnommait « le caporal autrichien ». Il comptait l'utiliser pour mettre en place son propre programme, qu'il n'avait pu imposer lorsqu'il était chancelier en 32 : renforcement du pouvoir présidentiel, gouvernement indépendant des partis, modification du droit de vote afin de limiter l'influence de la gauche.

Il avait affirmé : « *J'ai la confiance d'Hindenburg. Dans trois mois nous aurons coincé Hitler dans un placard où il ne lui restera plus qu'à grincer des dents* ». On connaît la suite, et Von Papen a terminé sa carrière comme ambassadeur à Ankara !

En attendant, il convainc Hindenburg qui finit par nommer Hitler chancelier, avec Von Papen comme vice-chancelier pour le « museler ».

30 janvier 1933 : Hitler chancelier et nouvelle dissolution du Reichstag.

Le jour même, le « Deutsche allgemeine Zeitung », quotidien du grand patronat, écrit :
« C'est une décision osée et téméraire, et aucun politicien conscient de ses responsabilités ne sera tenté de se réjouir. Nommer Hitler est relativement facile, mais le renverser ne le sera pas. »

En 1932, lors d'une réunion électorale à Königsberg, Hitler avait déclaré :

« Je veux seulement le pouvoir. Le jour où nous l'obtiendrons, nous le garderons, avec l'aide de Dieu. Nous ne le lâcherons plus. »

Goebbels en 1934 : « Lorsque nous étions dans l'opposition, la démocratie nous permettait d'user de moyens démocratiques, ce qui est normal dans un tel système. Mais nous, national-socialistes, nous n'avons jamais prétendu représenter la démocratie, au contraire nous avons ouvertement déclaré que nous utilisons les moyens de la démocratie uniquement pour prendre le pouvoir, et qu'une fois au pouvoir nous refuserons sans égards à nos adversaires tous les moyens qu'on nous a accordés lorsque nous étions dans l'opposition. »

Du point de vue strictement juridique, on est encore en démocratie, mais Hitler ne tarde pas à utiliser toutes les possibilités offertes par la Constitution pour installer la dictature, point par point :

27 février 33 : incendie du Reichstag, dont les communistes sont accusés à tort et immédiatement privés de leurs mandats.

Dès le lendemain, Hitler fait signer par Hindenburg l'ordonnance « pour la protection du peuple et de l'État » : conformément à l'article 48 de la Constitution (voir p.13), l'état d'exception est déclaré et les droits fondamentaux sont suspendus. Ils le resteront jusqu'en 1945.

Le professeur de Droit constitutionnel **Carl Schmitt**, auteur précisément de la théorie de l'état d'exception permanent, déclare :

« La révolution allemande (i.e. nazie) est légale, c'est à dire formellement correcte par rapport à l'ancienne Constitution. De plus, cette légalité n'a de sens que par rapport à la Constitution de Weimar, donc par rapport à un régime obsolète. Il serait juridiquement faux et ce serait un sabotage politique de déduire de cette légalité périmée que les notions de droit, les institutions, les normes et toute forme de soumission à l'esprit ou à la lettre de la Constitution de Weimar gardent une quelconque valeur... La violence de la dictature est le fondement d'une nouvelle autorité, d'un nouveau sens de l'ordre, de la discipline et de la hiérarchie »

5 mars 1933 : élections législatives. NSDAP 288 sièges (44%) + DNVP (52 sièges) obtiennent la majorité absolue (52%), Zentrum 74, SPD 120, KPD 81.

23 mars : vote des pleins pouvoirs, qui donnent au gouvernement – et non plus au Président – le pouvoir de promulguer toutes sortes de lois, y compris de modifier la Constitution, sans passer par le Reichstag. Cette loi est elle-même conforme à la Constitution, puisque votée à la majorité des deux tiers (441 pour / 94 contre). Seuls les 120 députés du SPD ont voté contre, les communistes n'ont pu prendre part au vote car privés de leurs mandats depuis l'incendie du Reichstag.

« Mise au pas » (Gleichschaltung) généralisée :

- Fin de toute autonomie des Länder et suppression de l'État fédéral.
- Tous les partis se sabordent ou sont dissous au cours de l'année 1933 (SPD interdit le 22 juin).
- Le 14 juillet la création de tout nouveau parti est interdite. **NSDAP parti unique.**
- Le 1er décembre est promulguée la loi sur « l'unité du Parti et de l'État », précisant que « suite à la victoire de la révolution national-socialiste, le NSDAP est porteur de l'idée d'État allemand et constitue à ce titre une institution de droit public. »

La mise au pas concerne aussi les syndicats, remplacés le 2 mai par le Front allemand du travail (deutsche Arbeitsfront), le corps enseignant et l'ensemble de la fonction publique, les organisations de jeunesse peu à peu incorporées dans la Hitlerjugend, la presse, et toutes les associations culturelles ou sportives, jusqu'aux naturistes et la SPA. Tous sont « arianisés ».

Victor Klemperer cite l'Institution allemande des propriétaires de félins, arianisée et donc interdite aux juifs, dont les chats furent confisqués et exterminés.

Discours d'Hitler, le 1er mai 1934 : « Nous avons délivré le peuple allemand de ses luttes et de ses discordes intérieures qui étaient pour lui une source constante de dangers et de malheurs »

Mise au pas aussi à l'intérieur du mouvement nazi : nuit des longs couteaux (30 juin 34), durant laquelle Röhm, rival possible d'Hitler, et les principaux chefs de la SA devenue trop puissante, sont assassinés. Hitler se gagne ainsi les bonnes grâces de la Reichswehr qui reste **(provisoirement)** la seule force armée.

Enfin mort d'Hindenburg (2 août 1934), dernier faible rempart de la République démocratique. Hitler « Führer und Reichskanzler des deutschen Reiches und Volkes » + chef des armées, serment à sa personne, salut « Heil Hitler » obligatoire.

4. Quelques éléments de psychologie sociale.

Comment une telle dérive a-t-elle été possible ? Pourquoi si peu de résistance ?

Je partirai du titre du très beau bouquin de François Roux : « Auriez-vous crié Heil Hitler » (2011). Difficile de se mettre dans la peau d'un Allemand des années 20-30.

Pour nous – et depuis plus d'un demi-siècle – le nazisme est synonyme d'horreur absolue, de mal radical. Nous avons le recul de l'Histoire.

APRÈS 33, on comprend mieux la soumission et la résignation, quand les seuls choix possibles étaient la clandestinité ou l'exil, se taire ou affronter le pouvoir et risquer la déportation et la mort, ou tout simplement la carte du parti ou le chômage.

Quelle « liberté individuelle », quand on a une mitraillette dans le dos ?

Et pourtant, même dans ces conditions extrêmes, il y a eu des vraies résistances intérieures au nazisme ; la plupart l'ont payé de leurs vies.

Mais **AVANT** janvier 33, on était encore dans un État de droit ; pourquoi si peu de réactions face à la montée du nazisme ?

Ce n'est pas tant la question de la « banalité du mal », expression forgée par Hannah Arendt en 1963 lors du procès Eichmann, c'est beaucoup plus la question de la « banalité de la soumission » :

« **Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles** » (Max Frisch).

C'est le silence des pantoufles qui m'interroge ici, et ça touche beaucoup plus de monde !

- Incrovable aveuglement des partis politiques allemands - et des démocraties européennes, (**voir plus tard guerre d'Espagne, Munich**), alors que le programme et les méthodes des nazis étaient clairement connus. La plupart des politiciens ont été pris de court par l'arrivée au pouvoir d'Hitler par les voies légales, alors qu'ils s'attendaient à un putsch. Ils ont vu en Hitler principalement un « rempart contre le bolchevisme » et ont cru qu'ils pourraient facilement le contrôler.

* La droite classique traitait Hitler de « **Trommler** » (joueur de tambour).

À souligner la morgue de l'aristocratie prussienne, des Junkers, des officiers supérieurs, des barons de l'industrie, caste qu'incarnaient parfaitement Hindenburg et Von Papen qui méprisaient Hitler, tout en l'ayant appelé au pouvoir !

Le soutien de **Schacht**, rallié aux nazis à partir de 1929 (plan Young), a suscité la confiance des milieux d'affaires (banques, assurances, grands industriels de la sidérurgie et de l'armement, etc.), qui ont dès lors commencé à financer Hitler.

Schacht a déclaré en 1938 : « *Nous sommes tombés entre les mains de criminels. Comment aurais-je pu le deviner ?* »

* Les marxistes considéraient Hitler comme « l'homme de paille du grand capital ». Réduisant tout à la « lutte des classes », ils n'ont vu ni sa force de persuasion ni la vraie nature du nazisme.

Le dirigeant du KPD Remmele déclarait en oct. 31 : « *Lorsque les hordes fascistes seront au pouvoir, alors le front unique des travailleurs se formera et il balayera tout.* »

Communiqué du Komintern (janvier 33) : « *La victoire nazie n'est qu'une conjoncture provisoire dont les forces progressistes ne tarderont pas à triompher.* »

* Les syndicats se sont laissé piéger le 1er mai 1933 : réalisant une de leurs vieilles revendications, Hitler fit du 1er mai la fête officielle du travail, avec défilé, drapeaux à croix gammée, nazis en uniforme côte à côte avec les syndicalistes. Le lendemain, les syndicats étaient interdits et remplacés par le Front allemand du travail (deutsche Arbeitsfront) !

Il faut rappeler ici que les citoyens n'ont jamais voté massivement pour Hitler avant mars 1933, que même les élections professionnelles du printemps 34 ont été une cinglante défaite pour les listes nazies.

À ce propos, je voudrais dissiper un malentendu répandu : Hitler n'a pas ramené le plein-emploi.

Le nombre des demandeurs d'emploi a certes diminué de 2 millions 1/2 à 3 millions en moins de deux ans. Ceci est essentiellement dû au « retour au foyer » de nombreuses travailleuses (**3 K**), aux

enrôlements massifs dans l'armée et les formations paramilitaires, au travail « volontaire obligatoire » dans l'agriculture et dans les usines (Arbeitsdienst), à l'embauche dans les usines d'armement et aux « grands travaux » lancés par Schleicher. **Le tout financé par la dette.**

- Rôle des élites :

- ✘ Justice : faute d'épuration au lendemain de la guerre, la majorité des magistrats étaient bourrés de préjugés anti-démocratiques issus de l'ancien régime. Se sentant menacés dans leur position sociale avantageuse, ils adoptèrent une attitude « anti-sociale » : traiter le président socialiste Ebert de « voleur » coûtait à peine une centaine de marks, publier un poème critiquant le président de droite Hindenburg coûtait plusieurs mois de prison.

Deux poids, deux mesures, selon que les délits politiques – révoltes, attentats, assassinats – étaient commis par la droite ou la gauche : de 1919 à 1922, 354 assassinats politiques commis par des militants de droite ont entraîné au total 90 ans de détention et une condamnation à perpétuité, donc de nombreux non-lieux. En revanche, dans la même période, 22 assassinats commis par des militants de gauche ont entraîné 10 condamnations à mort, 3 perpétuité et 249 années de détention ! L'exemple le plus frappant est l'indulgence dont a bénéficié Hitler après le putsch de Munich. Au lieu d'être la protectrice de l'État de Droit et de la démocratie, cette justice a contribué à créer un sentiment d'impunité parmi les extrémistes de la droite nationaliste.

On a à juste titre parlé de « justice politique »

- ✘ Idem pour la Haute fonction publique, culturellement opposée à toute idée de « résistance ». Son légalisme l'a empêchée de s'opposer à Hitler lors de son accession au pouvoir **par des voies légales**. S'y ajoute la peur anticipée de la répression (menace constante d'une « St Barthélémy lorsqu'ils seront au pouvoir »).
- ✘ Médecins : plus de la moitié des médecins allemands étaient membres du parti nazi. Hygiène et corps sain étaient au cœur de l'utopie nazie, où « l'amélioration de la race serait la base de la morale », selon le mot de **Francis Galton, cousin de Darwin**, inventeur de l'eugénisme moderne et des empreintes digitales. La fonction des biologistes et des médecins était de purger la race allemande de ses éléments dégénérés.

« La pureté raciale est le bien suprême » écrivait Hitler dans Mein Kampf, et il ajoutait : « Refuser à la nation des enfants robustes est un acte répréhensible ».

Walther Darré, éleveur spécialisé dans la sélection animale, chef SS du bureau de la race et du peuplement devenu ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, fondera avec Himmler le fameux **Lebensborn**, « fontaine de vie » pour enfants aryens.

- ✘ Armée et Églises : institutions fortement hiérarchisées, qui n'ont jamais été de farouches défenseurs de la démocratie. Les « lanceurs d'alertes » y ont été des individus isolés – qui l'ont ensuite le plus souvent payé de leur vie. Mais ces institutions en tant que telles ne se sont jamais positionnées en faveur de la République démocratique, se contentant d'une attitude pour le moins ambiguë.
=> De nombreux officiers et sous-officiers, déclassés dans le cadre de leur démobilisation, ont rendu la République responsable de leur déchéance. La petite armée de Weimar se voulait « apolitique » et la caste des officiers issus de la noblesse prussienne n'a réagi que très tardivement contre Hitler (Canaris, Stauffenberg en 44), par pur nationalisme.
=> Les réactions officielles des Églises condamnant le nazisme - Synode de l'Église évangélique en mars 35, encyclique de Pie XI « Mit brennender Sorge » en mars 1937 – sont arrivées bien trop tard. Voir aussi Pie XII à partir de 1939.

- Classes moyennes :

Le dynamisme démographique et la forte urbanisation de l'Allemagne dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle (>50 % dès 1910), son extraordinaire développement économique, la mise en place

d'un État hyper-bureaucratisé ont fait émerger une classe moyenne nombreuse et fière de la nouvelle puissance allemande : fonctionnaires, commerçants, petits/moyens industriels, employés, ouvriers qualifiés, bénéficiant de salaires élevés et d'une protection sociale de haut niveau.

Petite et moyenne paysanneries, traditionnellement conservatrices, se sentaient tenues à l'écart du dynamisme des grandes villes, et avaient peur du progressisme culturel. **Ont voté Hitler.**

Le sociologue Jean Neurohr a résumé l'état d'esprit de ces classes moyennes, attachées aux valeurs bismarckiennes d'ordre et de discipline : « *Se tenir toujours du côté du pouvoir, considérer le régime autoritaire et monarchique, sa structure bourgeoise-féodale, comme allant de soi, mépriser les formes de gouvernement parlementaires et démocratiques.* »

Ces classes moyennes avaient renoncé à toute activité politique en échange d'une prospérité garantie. Elles n'étaient pas préparées à la citoyenneté active qui caractérise une démocratie vivante ; les désordres traumatisants de l'immédiat après-guerre leur faisaient craindre par dessus tout « **le rouge** » ; l'hyperinflation de 1923 et la déflation qui avait suivi la crise de 29 leur faisaient craindre le chômage et la perte de leurs « privilèges », d'autant plus que leur niveau de vie avait été sérieusement entamé. Il y avait une vraie peur d'être « prolétarisé ».

S'y ajoutait la conviction que l'effondrement du Reich, auquel l'Allemand moyen s'était identifié, était dû à la France – ennemi héréditaire -, à la perfide Albion, et **aux juifs considérés comme une double menace** : par en haut, la finance juive et par en bas, le judéo-bolchévisme. Il était dès lors facile à l'antisémitisme nazi de désigner un bouc-émissaire et d'instrumentaliser cette immense envie de revanche.

L'incapacité des démocrates -droite et gauche républicaines confondues- à prendre en compte ces craintes – fondées ou fantasmées -, et surtout à apporter des réponses concrètes au chômage, à l'appauvrissement, à la peur du déclassement, a fait de ces classes moyennes les principaux électeurs du NSDAP, bien plus que la droite traditionnelle.

Les débats intellectuels dans les hautes sphères artistiques, scientifiques, politiques, qui faisaient la richesse de la « Weimar culturelle », étaient bien loin des préoccupations concrètes de la survie quotidienne et accentuaient le ressentiment des « petites gens ».

Ces petites gens, ces classes laborieuses, se sentaient abandonnées par la classe dirigeante et méprisés par les bobos de l'époque ; les inégalités culturelles s'ajoutant aux inégalités économiques, une sorte de « Lumpenprolétariat » s'est développé, disponible pour tous les mauvais coups et prêt à servir de « service d'ordre » aux nazis. **Voir Alfred Döblin, Berlin Alexanderplatz.**

Donner la priorité au culturel-sociétal en période de crise économique fait le lit des populismes. L'histoire de Weimar, et en particulier l'impact de l'hyperinflation de 1923 et de la crise de 29, montre qu'il y a un lien direct entre crise économique, chômage, peur de l'avenir – et montée de l'extrême-droite.

Erich Fromm : « *Le nazisme est un problème psychologique, mais les facteurs psychologiques sont faits de facteurs sociaux-économiques. Le nazisme est un problème économique et politique, mais il doit être compris à travers ses fondements psychologiques.* » *La peur de la Liberté*, 1963.

Les nazis ont su entendre toutes ces inquiétudes et ont trouvé les mots pour y répondre.

Thèmes récurrents dans le discours national-socialiste :

Libération, abolition des limites, suppression de l'esclavage de l'intérêt, émancipation de l'oppression juive et du diktat des grandes puissances.

« *Communistes et nazis ont en commun le combat pour la liberté* » (Goebbels, 1925).

« *Refaçonner une terre plus belle qu'aujourd'hui, conformément à des préceptes aryens* » (Himmler).

« *C'est l'une des tâches de notre mouvement d'annoncer la venue de temps où l'individu recevra tout ce dont il a besoin pour vivre. (...) Il faut absolument opposer aux calculateurs de la République réaliste actuelle la foi en l'avènement d'un Reich idéaliste.* » (Mein Kampf).

Cette promesse d'un « Reich millénaire » se coulait parfaitement dans la vision millénariste des mystiques allemands du XVI^{ème} siècle. **Alfred Rosenberg** – athée militant – aimait à citer Thomas Münzer, héros mystique de la guerre des paysans (1524-25) : « *Il faut une terre vierge pour y édifier la Jérusalem purifiée.* »

Cf. **Möller van den Bruck**, autre idéologue du nazisme : « *L'idée de la paix éternelle est certainement l'idée du III^{ème} Reich. Mais sa réalisation exige d'être obtenue par le combat.* »

Trois slogans nazis résument ces promesses :

✘ « **Ein Volk, ein Reich, ein Führer** » (un peuple, un empire, un guide) :

- **ein Volk** = promesse d'unité et de cohérence, fin du fédéralisme boiteux de Weimar, fin des divisions partisans de la vie parlementaire ressentie comme divisant la nation et qui avaient rendu la république ingouvernable, négation de la lutte des classes, « Volksgemeinschaft » ;

- **ein Reich** = promesse de « relèvement national », de renouer avec la grandeur passée, en abolissant le diktat de Versailles et la Constitution imposée ;

- **ein Führer** = promesse de gouvernement par un chef qui sait où il emmène son peuple, « Führerprinzip » répondant au besoin d'autorité hérité de l'ancien régime prussien.

✘ « **Arbeit macht frei** » :

Promesse d'épanouissement dans le travail, car avant d'être cyniquement inscrit à l'entrée d'Auschwitz, c'était la devise du « Deutsche Arbeitsfront », remplaçant les syndicats et chargé de procurer aux travailleurs allemands des conditions de travail agréables (ateliers, cantines, bibliothèques, salles de réunion et de discussion, installations sportives, etc.). En faisait partie un « Amt Schönheit der Arbeit » (Office beauté du travail) dont la devise était « la vie quotidienne des Allemands doit être belle ».

✘ « **Kraft durch Freude** » :

Promesse aussi de loisirs accessibles à tous, grâce à cette organisation, « la force par la joie », - joie qui ne concernait évidemment pas tout le monde...

Ça a marché, le rejet du règne des partis et de cette démocratie était tel que les nazis sont devenus crédibles. Leur propagande a su cibler l'humiliation de la défaite (la légende du « coup de poignard dans le dos ») et l'angoisse du déclin. Beaucoup ont cru leurs promesses, d'autant plus qu'elles étaient répétées inlassablement dans un langage simple (**LTI**).

Elles avaient en outre l'attrait de la jeunesse et de la nouveauté : « nous sommes les seuls dont on n'ait pas encore essayé les propositions ! » ==> **grand argument de l'extrême-droite, du FN. En même temps**, ils ont su exalter la nostalgie d'une grandeur passée, récupérer la totalité de l'héritage culturel germanique, y compris le côté clair-obscur du romantisme.

« **Und bist du nicht willig [CONSENTANT], so brauch' ich Gewalt** » (Goethe, « Le roi des aulnes »)

S'y ajoute une grande maîtrise des techniques de manipulation des masses, dénoncées par **Adorno, Horkheimer, Walter Benjamin (École de Francfort)**.

« **Il est le plus fort au microphone** » disait Ernst Jünger à propos d'Hitler, **qui avait lu G. Le Bon. Hitler dans Mein Kampf** : « *Moins la propagande a de fondement scientifique et plus elle fait exclusivement appel à l'émotion de la masse, plus grande sera sa force de frappe.* »

Dans un discours en 1926 : « *Il faut avant tout se débarrasser de l'idée que des considérations intellectuelles peuvent satisfaire la foule (...) Parce qu'elle est féminine, la masse aime l'homme, elle veut être guidée... La masse désire l'homme aux bottes de cuirassier, qui affirme : voilà le bon chemin. Ce que la masse doit ressentir, c'est le triomphe de sa propre force, le mépris de l'adversaire et finalement la certitude d'être dans son droit... La terreur ne fait pas fuir la masse.* »

Hitler s'adressait aux tripes des gens, pas à leur raison.

Pas besoin d'explication d'ordre magique ou psychiatrique (hypnose, hystérie, délire collectif, frustration sexuelle ou autres) ; encore moins d'aller chercher je ne sais quelle horde primitive, ou substitut du père. **Le mot clé est : HUMILIATION.**

Lorsqu'on se sent **humilié** et privé de repères, mal aimé dans une société dont on rejette les valeurs, on se tourne naturellement vers ceux qui vous redonnent espoir et estime de soi, qui vous offrent la possibilité d'être un « héros ». On suit celui qui sait convaincre et manier les symboles, et surtout qui promet une revanche.

La démocratie des vaincus – vaincus de 19, impuissants face à la crise de 29 – était **incapable de faire rêver ; elle n'a pas su instituer de symboles** : fêtes nationales, commémorations, héros, etc. – ce que les nazis ont parfaitement su faire. Importée et imposée, tristement rationnelle, cette République gérontocratique et impuissante valait-elle la peine qu'on la défende, qu'on se sacrifie pour elle ?

Le nazisme proposait une renaissance, **une utopie – l'utopie du peuple pur** - , mais c'était une utopie bien particulière, celle d'un « Paradis germanique » débarrassé de tous les éléments faibles, malades ou bloquant l'évolution, sous la direction de la race des seigneurs.

Toutes les utopies n'ont-elles pas une face totalitaire, esclavagiste voire génocidaire ? 1984...

CONCLUSION :

Les Allemands n'ont certainement pas « **désiré Hitler** », comme l'a affirmé hâtivement Gilles Deleuze. « **Hitler faisait bander les fascistes** » (Anti-Oedipe), mais pas la majorité des Allemands. Ils l'ont plutôt subi. Mais ont-ils pour autant désiré cette démocratie ?

Elle leur a été imposée comme un « Diktat », selon un modèle qui ne correspondait pas à leur culture, dans le contexte d'une défaite rendue humiliante par l'intransigeance – la bêtise – de certains vainqueurs.

Elle s'est de plus révélée incapable de satisfaire leur besoin de retrouver un peu de fierté nationale et d'espoir en l'avenir, et n'a su répondre ni à leur désarroi face à l'effondrement des vieilles valeurs impériales d'ordre et d'autorité, ni à leurs peurs nées des crises économiques.

Et ils se sont laissés abuser par « le joueur de flûte » de Hameln...

Selon **Montesquieu**, la démocratie repose sur les principes de vertu et de raison. Mais que peut-elle contre les discours de haine, contre le fanatisme, l'intégrisme et le terrorisme, contre l'hubris ?

Dans quelle mesure sommes-nous des êtres moraux et rationnels ?

Ne faut-il pas remettre en question une société incapable d'empêcher la radicalisation de nazis, d'intégristes, dont le principal point commun est leur total mépris de la vie, y compris de la leur ?

La démocratie représentative issue des Lumières n'a pas résisté à l'utopie nazie.

Sera-t-elle à la hauteur des enjeux de notre post-modernité : fin des « grands récits » et des solidarités collectives, court-termisme, omni-présence de la « **com** », société sans croissance, crises mondiales, crise du politique ?

Réflexion et délibération collectives, prise en compte de la complexité du monde, sont plus que jamais nécessaires, tandis que les démagogues s'appuient sur des peurs plus ou moins fantasmées et tentent ensuite de nous rassurer par des **symboles et des promesses simples**, qui réduisent tout à un **paradigme unique**, que ce soit la race, la lutte des classes, le marché, la fin de l'Histoire, le choc des civilisations...

« **Le simple est faux, le compliqué est inefficace** » écrivait Paul Valéry.

Méfions-nous des idées simples, des utopies et des joueurs de pipeau !

Bibliographie :

- Max Weber : *La Domination*. 1914, traduction française La Découverte 2014
- Oswald Spengler : *Le Déclin de l'Occident*. (2 tomes 1918/1922), trad. française Gallimard 2000
- John Maynard Keynes : *Les Conséquences économiques de la paix*. 1919, trad. française NRF 1920
- Alfred Döblin : *Berlin Alexanderplatz*. 1929, trad. française Gallimard 2009
- Novembre 1918, une révolution allemande*. 1939, trad. française Agone 2008-2009
- Alfred Rosenberg : *Le Mythe du XXème siècle*. 1930, trad. française ISSUU 1986
- Stefan Zweig : *Le Monde d'hier, souvenirs d'un européen*. 1944, trad. française Belfond 1993
- Victor Klemperer : *LTI, la langue du IIIème Reich*. 1947, trad. française Agora 1996
- Erich Fromm : *la Peur de la Liberté*. New-York 1941, trad. française Parangon/Vs 2011
- Hannah Arendt : *Vies politiques*. 1974, traduction française Gallimard Tel 1986
- Ian Kershaw : *Hitler. 1889-1936*. 1999 Flammarion
- George Mosse : *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*
Hachette littératures, 1999.
Les racines intellectuelles du Troisième Reich : la crise de l'idéologie allemande
Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 2006
- Jacques Rancière : *La Haine de la démocratie*. 2005, La Fabrique
- Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson : *Sortir de la Grande Guerre*. 2008, Taillandier
- Marcel Gauchet : *L'Avènement de la Démocratie (tome III : à l'épreuve des totalitarismes)*.
2010 Gallimard
- Johann Chapoutot : *Le Meurtre de Weimar*. 2010 PUF
La Loi du sang. Penser et agir en nazi. 2014 Gallimard
- Christian Chavagneux : *Une brève histoire des crises financières*. 2011 La Découverte
- François Roux : *Auriez-vous crié « Heil Hitler » ?* 2011 Max Milo
- Joachim Fest : *La Résistance allemande à Hitler*. 2013 Perrin
- Frédéric Rouvillois : *Crime et Utopie, une nouvelle enquête sur le nazisme*. 2014 Flammarion
- Nicolas Patin : *La Catastrophe allemande 1914-1945*. 2014 Fayard

En allemand :

- Adolf Hitler : *Mein Kampf*. 1925, (il existe une édition française datant de 1934).
La réédition du livre est interdite par le Land de Bavière, propriétaire des droits.
- Jean Neurohr : *Der Mythos vom dritten Reich* (le mythe du IIIème Reich). 1957 Paperback
- Johannes Hartmann : *Das Geschichtsbuch*. 1955 Fischer
- Wilhelm Hoegner : *Die verratene Republik* (la République trahie). 1958, Isar Verlag, München
- Helga Grebing : *Der National-sozialismus*. 1959, Isar Verlag, München